



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 23 ΙΟΥΛΙΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
150

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 90

Περί κυρώσεως της εν Βιέννη την 24ην Ἀπριλίον 1963 ὑπογραφείσης Διεθνούς Συνθήσεως ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Σχέσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐξουσιοδοτούμενος ὁμορῶνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Βιέννη ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὑπογραφείσα τὴν 24ην Ἀπριλίου 1963 Διεθνῆς Σύμβασις ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Σχέσεων, ἥς τὸ καίμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν:

CONVENTION DE VIENNE SUR

LES RELATIONS CONSULAIRES

Les Etats parties à la présente Convention.

Rappelant que, depuis une époque reculée, des relations consulaires se sont établies entre les peuples.

Considérant des Buts et des Principes de la Charte des Nations Unies concernant l'égalité souveraine des Etats, le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement de relations amicales entre les nations.

Considérant que la Conférence des Nations Unies sur les relations immunités diplomatiques a adopté la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques qui a été ouverte à la signature le 18 avril 1961.

Persuadés qu'une convention internationale sur les relations, privilèges et immunités consulaires contribuerait elle aussi à favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs constitutionnels et sociaux.

Convaincus que le but desdits privilèges et immunités est non pas d'avantager des individus mais d'assurer l'accomplissement efficace de leurs fonctions par les postes consulaires au nom de leurs Etats respectifs.

Affirmant que les règles du droit international coutumier continueront à régir les questions qui n'ont pas été expressément réglées dans les dispositions de la présente Convention.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Définitions

1. Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

a) l'expression «poste consulaire» s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire ;

b) l'expression «circonscription consulaire» s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires ;

c) l'expression «chef de poste consulaire» s'entend de la personne chargée d'agir en cette qualité ;

d) l'expression «fonctionnaire consulaire» s'entend de toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires ;

e) l'expression «employé consulaire» s'entend de toute personne employée dans les service administratifs ou techniques d'un poste consulaire ;

f) l'expression «membre du personnel de service» s'entend de toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire ;

g) l'expression «membres du poste consulaire» s'entend des fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service ;

h) l'expression «membres du personnel consulaire» s'entend des fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire, des employés consulaires et des membres du personnel de service ;

i) l'expression «membre du personnel privé» s'entend d'une personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire ;

j) l'expression «locaux consulaires» s'entend des bâtiments ou des parties des bâtiments et du terrain attenants qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire ;

k) l'expression «archives consulaires» comprend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel du chiffre, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver.

2. Il existe deux catégories de fonctionnaires consulaires : les fonctionnaires consulaires de carrière et les fonctionnaires consulaires honoraires. Les dispositions du chapitre II de la présente Convention s'appliquent aux postes consulaires dirigés par des fonctionnaires consulaires de carrière ; les dispositions du chapitre III

s'appliquent aux postes consulaires dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires.

3. La situation particulière des membres des postes consulaires qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence est régie par l'article 71 de la présente Convention.

CHAPITRE PREMIER LES RELATIONS CONSULAIRES EN GENERAL SECTION I. ETABLISSEMENT ET CONDUITE DES RELATIONS CONSULAIRES

Article 2

Etablissement de relations consulaires.

1. L'établissement de relations consulaires entre Etats se fait par consentement mutuel.

2. Le consentement donné à l'établissement de relations diplomatiques entre deux Etats implique, sauf indication contraire, le consentement à l'établissement de relations consulaires.

3. La rupture des relations diplomatiques n'entraîne pas *ipso facto* la rupture des relations consulaires.

Article 3

Exercice des fonctions consulaires

Les fonctions consulaires sont exercées par des postes consulaires. Elles sont aussi exercées par des missions diplomatiques conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 4

Etablissement d'un poste consulaire.

1. Un poste consulaire ne peut être établi sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription consulaire sont fixés par l'Etat d'envoi et soumis à l'approbation de l'Etat de résidence.

3. Des modifications ultérieures ne peuvent être apportées par l'Etat d'envoi au siège du poste consulaire, à sa classe ou à sa circonscription consulaire qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

4. Le consentement de l'Etat de résidence est également requis si un consulat général ou un consulat veut ouvrir un vice-consulat ou une agence consulaire dans une localité autre que celle où il est lui-même établi.

5. Le consentement exprès et préalable de l'Etat de résidence est également requis pour l'ouverture d'un bureau faisant partie d'un consulat existant, en dehors du siège de celui-ci.

Article 5

Fonctions consulaires.

Les fonctions consulaires consistent à :

a) protéger dans l'Etat de résidence les intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants, personnes physiques et morales, dans les limites admises par le droit international ;

b) favoriser le développement de relations commerciales, économiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence et promouvoir de toute autre manière des relations amicales entre eux dans le cadre des dispositions de la présente Convention ;

c) s'informer, par tous les moyens licites, des conditions et de l'évolution de la vie commerciale, économique, culturelle et scientifique de l'Etat de résidence, faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'Etat d'envoi et donner des renseignements aux personnes intéressées ;

d) délivrer des passeports et des documents de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que

des visas et documents appropriés aux personnes qui désirent se rendre dans l'Etat d'envoi ;

e) prêter secours et assistance aux ressortissants, personnes physiques et morales, de l'Etat d'envoi ;

f) agir en qualité de notaire et d'officier d'état civil et exercer des fonctions similaires, ainsi que certaines fonctions d'ordre administratif, pour autant que les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas ;

g) sauvegarder les intérêts des ressortissants, personnes physiques et morales, de l'Etat d'envoi, dans les successions sur le territoire de l'Etat de résidence, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence ;

h) sauvegarder, dans les limites fixées par les lois et règlements de l'Etat de résidence, les intérêts des mineurs et des incapables, ressortissants de l'Etat d'envoi, particulièrement lorsque l'institution d'une tutelle ou d'une curatelle à leur égard est requise ;

i) sous réserve des pratiques et procédures en vigueur dans l'Etat de résidence, représenter les ressortissants de l'Etat d'envoi ou prendre des dispositions afin d'assurer leur représentation appropriée devant les tribunaux ou les autres autorités de l'Etat de résidence pour demander, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, l'adoption de mesures provisoires en vue de la sauvegarde des droits et intérêts de ces ressortissants lorsque, en raison de leur absence ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts ;

j) transmettre des actes judiciaires et extra-judiciaires ou exécuter des commissions rogatoires conformément aux accords internationaux en vigueur ou, à défaut de tels accords, de toute manière compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence ;

k) exercer les droits de contrôle et d'inspection prévues par les lois et règlements de l'Etat d'envoi sur les navires de mer et sur les bateaux fluviaux ayant la nationalité de l'Etat d'envoi et sur les avions immatriculés dans cet Etat, ainsi que sur leurs équipages ;

l) prêter assistance aux navires, bateaux et avions mentionnés à l'alinéa k du présent article, ainsi qu'à leurs équipages, recevoir les déclarations sur le voyage de ces navires et bateaux, examiner et viser les papiers de bord et, sans préjudice des pouvoirs des autorités de l'Etat de résidence, faire des enquêtes concernant les incidents survenus au cours de la traversée et régler, pour autant que les lois et règlements de l'Etat d'envoi l'autorisent, les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les marins ;

m) exercer toutes autres fonctions confiées à un poste consulaire par l'Etat d'envoi que n'interdisent pas les lois et règlements de l'Etat de résidence ou auxquelles l'Etat de résidence ne s'oppose pas ou qui sont mentionnées dans les accords internationaux en vigueur entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

Article 6

Exercice des fonctions consulaires

en dehors de la circonscription consulaire

Dans des circonstances particulières, un fonctionnaire consulaire peut, avec le consentement de l'Etat de résidence, exercer ses fonctions à l'extérieur de sa circonscription consulaire.

Article 7

Exercice de fonctions consulaires dans un Etat tiers

L'Etat d'envoi peut, après notification aux Etats intéressés, et à moins que l'un d'eux ne s'y oppose expressément, charger un poste consulaire établi dans un

at d'assumer l'exercice de fonctions consulaires dans
autre Etat.

Article 8

Exercice de fonctions consulaires pour le compte d'un Etat tiers

Après notification appropriée à l'Etat de résidence
à moins que celui-ci ne s'y oppose, un poste consulaire
l'Etat d'envoi peut exercer des fonctions consulaires
dans l'Etat de résidence pour le compte d'un Etat
tiers.

Article 9

Classes des chefs de poste consulaire.

1. Les chefs de poste consulaire se répartissent en
quatre classes, à savoir :

- a) consuls généraux ;
- b) consuls ;
- c) vice-consuls ;
- d) agents consulaires.

2. Le paragraphe 1 du présent article ne limite en
rien le droit de l'une quelconque des Parties Contractantes
de fixer la dénomination des fonctionnaires
consulaires autres que les chefs de poste consulaire.

Article 10

Nomination et admission des chefs de poste consulaire

1. Les chefs de poste consulaire sont nommés par l'
Etat d'envoi et sont admis à l'exercice de leurs fonctions
dans l'Etat de résidence.

2. Sous réserve des dispositions de la présente
Convention, les modalités de la nomination et de l'
admission du chef de poste consulaire sont fixées
respectivement par les lois, règlements et usages de
l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence.

Article 11

Lettre de provision ou notification de la nomination

1. Le chef de poste consulaire est pourvu par l'Etat
d'envoi d'un document, sous forme de lettre de provision
ou acte similaire, établi pour chaque nomination, at-
testant sa qualité et indiquant, en règle générale, ses
nom et prénoms, sa catégorie et sa classe, la circon-
scription consulaire et le siège du poste consulaire.

2. L'Etat d'envoi transmet la lettre de provision ou
acte similaire, par la voie diplomatique ou toute autre
voie appropriée, au gouvernement de l'Etat sur le
territoire duquel le chef de poste consulaire doit exercer
ses fonctions.

3. Si l'Etat de résidence l'accepte, l'Etat d'envoi
peut remplacer la lettre de provision ou l'acte similaire
par une notification contenant les indications prévues
au paragraphe 1 du présent article.

Article 12

Exequatur

1. Le chef de poste consulaire est admis à l'exercice
de ses fonctions par une autorisation de l'Etat de ré-
sidence dénommée «exequatur», quelle que soit la forme
de cette autorisation.

2. L'Etat qui refuse de délivrer un exequatur n'est
pas tenu de communiquer à l'Etat d'envoi les raisons
de son refus.

3. Sous réserve des dispositions des articles 13 et
15, le chef de poste consulaire ne peut entrer en fon-
ctions avant d'avoir reçu l'exequatur.

Article 13

Admission provisoire des chefs de poste consulaire
En attendant la délivrance de l'exequatur, le chef

de poste consulaire peut être admis provisoirement à
l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, les dispositions
de la présente Convention sont applicables.

Article 14

Notification aux autorités de la circonscription con-
sulaire.

Dès que le chef de poste consulaire est admis, même
à titre provisoire, à l'exercice de ses fonctions, l'Etat
de résidence est tenu d'informer immédiatement les
autorités compétentes de la circonscription consulaire.
Il est également tenu de veiller à ce que les mesures
nécessaires soient prises afin que le chef de poste con-
sulaire puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et
bénéficier du traitement prévu par les dispositions de
la présente Convention.

Article 15

Exercice à titre temporaire des fonctions de chef de
poste consulaire

1. Si le chef de poste consulaire est empêché d'exer-
cer ses fonctions ou si son poste est vacant, un gérant
intérimaire peut agir à titre provisoire comme un chef
de poste consulaire.

2. Les nom et prénoms du gérant intérimaire sont
notifiés, soit par la mission diplomatique de l'Etat
d'envoi, soit, à défaut d'une mission diplomatique de
cet Etat dans l'Etat de résidence, par le chef du poste
consulaire, soit, au cas où celui-ci est empêché de le
faire, par toute autorité compétente de l'Etat d'envoi,
au ministère des affaires étrangères de l'Etat de rési-
dence ou à l'autorité désignée par ce ministère. En règle
générale, cette notification doit être faite à l'avance.
L'Etat de résidence peut soumettre à son consentement
l'admission comme gérant intérimaire d'une personne
qui n'est ni un agent diplomatique ni un fonctionnaire
consulaire de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence.

3. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence
doivent prêter assistance et protection au gérant in-
térimaire. Pendant sa gestion, les dispositions de la
présente Convention lui sont applicables au même titre
qu'au chef du poste consulaire dont il s'agit. Toutefois,
l'Etat de résidence n'est pas tenu d'accorder à un gérant
intérimaire les facilités, privilèges ou immunités dont
la jouissance par le chef du poste consulaire est subor-
donnée à des conditions que ne remplit pas le gérant
intérimaire.

4. Lorsqu'un membre du personnel diplomatique de
la représentation diplomatique de l'Etat d'envoi dans
l'Etat de résidence est nommé gérant intérimaire par
l'Etat d'envoi dans les conditions prévues au paragraphe
1 du présent article, il continue à jouir des privilèges
et immunités diplomatiques si l'Etat de résidence ne
s'y oppose pas.

Article 16

Préséance entre les chefs de poste consulaire.

1. Les chefs de poste consulaire prennent rang dans
chaque classe suivant la date de l'octroi de l'exequatur,

2. Au cas, cependant, où le chef d'un poste consulaire,
avant d'obtenir l'exequatur, est admis à l'exercice de
ses fonctions à titre provisoire, la date de cette admis-
sion provisoire détermine l'ordre de préséance; cet ordre
est maintenu après l'octroi de l'exequatur.

3. L'ordre de préséance entre deux ou plusieurs chefs
de poste consulaire qui ont obtenu l'exequatur ou l'
admission provisoire à la même date est déterminé par
la date à laquelle leur lettre de provision ou acte simi-
laire a été présenté ou la notification prévue au para-
graphe 3 de l'article 11 a été faite à l'Etat de résidence.

4. Les gérants intérimaires prennent rang après tous les chefs de poste consulaire. Entre eux, ils prennent rang selon les dates auxquelles ils ont pris leurs fonctions de gérants intérimaires et qui ont été indiquées dans les notifications faites en vertu du paragraphe 2 de l'article 15.

5. Les fonctionnaires consulaires honoraires chefs de poste consulaire prennent rang dans chaque classe après les chefs de poste consulaire de carrière, dans l'ordre et selon les règles établis aux paragraphes précédents.

6. Les chefs de poste consulaire ont la préséance sur les fonctionnaires consulaires qui n'ont pas cette qualité.

Article 17

Accomplissement d'actes diplomatiques par des fonctionnaires consulaires

1. Dans un Etat où l'Etat d'envoi n'a pas de mission diplomatique et n'est pas représenté par la mission diplomatique d'un Etat tiers, un fonctionnaire consulaire peut, avec le consentement de l'Etat de résidence, et sans que son statut consulaire en soit affecté, être chargé d'accomplir des actes diplomatiques. L'accomplissement de ces actes par un fonctionnaire consulaire ne lui confère aucun droit aux privilèges et immunités diplomatiques.

2. Un fonctionnaire consulaire peut, après notification à l'Etat de résidence, être chargé de représenter l'Etat d'envoi auprès de toute organisation intergouvernementale. Agissant en cette qualité, il a droit à tous les privilèges et immunités accordés par le droit international coutumier ou par des accords internationaux à un représentant auprès d'une organisation intergouvernementale; toutefois, en ce qui concerne toute fonction consulaire exercée par lui, il n'a pas droit à une immunité de juridiction plus étendue que celle dont un fonctionnaire consulaire bénéficie en vertu de la présente Convention.

Article 18

Nomination de la même personne comme fonctionnaire consulaire par deux ou plusieurs Etats.

Deux ou plusieurs Etats peuvent, avec le consentement de l'Etat de résidence, nommer la même personne en qualité de fonctionnaire consulaire dans cet Etat.

Article 19

Nomination des membres du personnel consulaire.

1. Sous réserve des dispositions des articles 20, 22 et 23, l'Etat d'envoi nomme à son gré les membres du personnel consulaire.

2. L'Etat d'envoi notifie à l'Etat de résidence les nom et prénoms, la catégorie et la classe de tous les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire assez à l'avance pour que l'Etat de résidence puisse, s'il le désire, exercer les droits que lui confère le paragraphe 3 de l'article 23.

3. L'Etat d'envoi, peut, si ses lois et règlements le requièrent, demander à l'Etat de résidence d'accorder un exequatur à un fonctionnaire consulaire qui n'est pas chef de poste consulaire.

4. L'Etat de résidence peut, si ses lois et règlements le requièrent, accorder un exequatur à un fonctionnaire consulaire qui n'est pas chef de poste consulaire.

Article 20

Effectif du personnel consulaire

A défaut d'accord explicite sur l'effectif du personnel du poste consulaire, l'Etat de résidence peut exiger que cet effectif soit maintenu dans les limites de ce qu'il

considère comme raisonnable et normal, eu égard aux circonstances et conditions qui règnent dans la circonscription consulaire et aux besoins du poste consulaire en cause.

Article 21

Préséance entre les fonctionnaires consulaires d'un poste consulaire

L'ordre de préséance entre les fonctionnaires consulaires d'un poste consulaire et tous changements qui y sont apportés sont notifiés par la mission diplomatique de l'Etat d'envoi, ou, à défaut d'une telle mission dans l'Etat de résidence, par le chef du poste consulaire au ministère des affaires étrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère.

Article 22

Nationalité des fonctionnaires consulaires

1. Les fonctionnaires consulaires auront en principe la nationalité de l'Etat d'envoi.

2. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être choisis parmi les ressortissants de l'Etat de résidence qu'avec le consentement exprès de cet Etat, qui peut en tout temps le retirer.

3. L'Etat de résidence peut se réserver le même droit en ce qui concerne les ressortissants d'un Etat tiers qui ne sont pas également ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 23

Personne déclarée non grata

1. L'Etat de résidence peut à tout moment informer l'Etat d'envoi qu'un fonctionnaire consulaire est persona non grata ou que tout autre membre du personnel consulaire n'est pas acceptable. L'Etat d'envoi rappellera alors la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions dans ce poste consulaire, selon le cas.

2. Si l'Etat d'envoi refuse d'exécuter ou n'exécute pas dans un délai raisonnable les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'Etat de résidence peut, selon le cas, retirer l'exequatur à la personne en cause ou cesser de la considérer comme membre du personnel consulaire.

3. Une personne nommée membre d'un poste consulaire peut être déclarée non acceptable avant d'arriver sur le territoire de l'Etat de résidence ou, si elle s'y trouve déjà, avant d'entrer en fonctions au poste consulaire. L'Etat d'envoi doit, dans un tel cas, retirer la nomination.

4. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 1 et 3 du présent article, l'Etat de résidence n'est pas tenu de communiquer à l'Etat d'envoi les raisons de sa décision.

Article 24

Notification à l'Etat de résidence des nominations, arrivées et départs

1. Sont notifiés au ministère des affaires étrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère :

a) la nomination des membres d'un poste consulaire, leur arrivée après leur nomination au poste consulaire, leur départ définitif ou la cessation de leurs fonctions, ainsi que tous autres changements intéressant leur statut qui peuvent se produire au cours de leur service au poste consulaire;

b) l'arrivée et le départ définitif d'une personne de la famille d'un membre d'un poste consulaire vivant à son foyer et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famille;

c) l'arrivée et le départ définitif de membres du personnel privé et, s'il y a lieu, la fin de leur service en cette qualité;

d) l'engagement et le licenciement de personnes résidant dans l'Etat de résidence en tant que membres du poste consulaire ou en tant que membres du personnel privé ayant droit aux privilèges et immunités.

2. Chaque fois qu'il est possible, l'arrivée et le départ définitif doivent également faire l'objet d'une notification préalable.

SECTION II. FIN DES FONCTIONS CONSULAIRES

Article 25

Fin des fonctions d'un membre d'un poste consulaire
Les fonctions d'un membre d'un poste consulaire prennent fin notamment par :

- a) la notification par l'Etat d'envoi à l'Etat de résidence du fait que ses fonctions ont pris fin;
- b) le retrait de l'exequatur;
- c) la notification par l'Etat de résidence à l'Etat d'envoi qu'il a cessé de considérer la personne en question comme membre du personnel consulaire.

Article 26

Départ du territoire de l'Etat de résidence.

L'Etat de résidence doit, même en cas de conflit armé, accorder aux membres du poste consulaire et aux membres du personnel privé autres que les ressortissants de l'Etat de résidence, ainsi qu'aux membres de leur famille vivant à leur foyer, quelle que soit leur nationalité, le temps et les facilités nécessaires pour préparer leur départ et quitter son territoire dans les meilleurs délais après la cessation de leurs fonctions. Il doit en particulier, si besoin est, mettre à leur disposition les moyens de transport nécessaires pour eux-mêmes et pour leurs biens, à l'exception des biens acquis dans l'Etat de résidence dont l'exportation est interdite au moment du départ.

Article 27

Protection des locaux et archives consulaires et des intérêts de l'Etat d'envoi dans les circonstances exceptionnelles.

1. En cas de rupture des relations consulaires entre deux Etats :

a) l'Etat de résidence est tenu, même en cas de conflit armé, de respecter et de protéger les locaux consulaires, ainsi que les biens du poste consulaire et les archives consulaires;

b) l'Etat d'envoi, peut confier la garde des locaux consulaires, ainsi que des biens qui s'y trouvent et des archives consulaires, à un Etat tiers acceptable pour l'Etat de résidence.

c) l'Etat d'envoi peut confier la protection de ses intérêts et de ceux de ses ressortissants à un Etat tiers acceptable pour l'Etat de résidence.

2. En cas de fermeture temporaire ou définitive d'un poste consulaire, les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article sont applicables. En outre,

a) lorsque l'Etat d'envoi, bien que n'étant pas représenté dans l'Etat de résidence par une mission diplomatique, a un autre poste consulaire sur le territoire de l'Etat de résidence, ce poste consulaire peut être chargé de la garde des locaux du poste consulaire qui a été fermé, des biens qui s'y trouvent et des archives consulaires, ainsi que, avec le consentement de l'Etat de résidence, de l'exercice des fonctions consu-

laire dans la circonscription de ce poste consulaire; ou

b) lorsque l'Etat d'envoi n'a pas de mission diplomatique ni d'autre poste consulaire dans l'Etat de résidence, les dispositions des alinéas b) et c) du paragraphe 1 du présent article sont applicables.

CHAPITRE II.

FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LES POSTES CONSULAIRES, LES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES DE CARRIERE ET LES AUTRES MEMBRES D'UN POSTE CONSULAIRE

SECTION I.

FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LE POSTE CONSULAIRE

Article 28

Facilités accordées au poste consulaire pour son activité. L'Etat de résidence accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions du poste consulaire.

Article 29

Usage des pavillon et écusson nationaux

1. L'Etat d'envoi a le droit d'utiliser son pavillon national et son écusson aux armes de l'Etat dans l'Etat de résidence conformément aux dispositions du présent article.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré et l'écusson aux armes de l'Etat placé sur le bâtiment occupé par le poste consulaire et sur sa porte d'entrée, ainsi que sur la résidence du chef de poste consulaire et sur ses moyens de transport lorsque ceux-ci sont utilisés pour les besoins du service.

3. Dans l'exercice du droit accordé par le présent article, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

Article 30

Logement

1. L'Etat de résidence doit, soit faciliter l'acquisition sur son territoire, dans le cadre de ses lois et règlements, par l'Etat d'envoi des locaux nécessaires au poste consulaire, soit aider l'Etat d'envoi à se procurer des locaux d'une autre manière.

2. Il doit également, s'il en est besoin, aider le poste consulaire à obtenir des logements convenables pour ses membres.

Article 31

Inviolabilité des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires sont inviolables dans la mesure prévue par le présent article.

2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pénétrer dans la partie des locaux consulaires que le poste consulaire utilise exclusivement pour les besoins de son travail, sauf avec le consentement du chef de poste consulaire, de la personne désignée par lui ou du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. Toutefois, le consentement du chef de poste consulaire peut être présumé acquis en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Etat de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

4. Les locaux consulaires, leur ameublement et les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de

transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique. Au cas où une expropriation serait nécessaire à ces mêmes fins, toutes dispositions appropriées seront prises afin d'éviter qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions consulaires et une indemnité prompte, adéquate et effective sera versée à l'Etat d'envoi.

Article 32

Exemption fiscale des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires et la résidence du chef de poste consulaire de carrière dont l'Etat d'envoi ou toute personne agissant pour le compte de cet Etat est propriétaire ou locataire sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux ou communaux, pourvu qu'il ne s'agisse pas de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, ils sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi ou avec la personne agissant pour le compte de cet Etat.

Article 33

Inviolabilité des archives et documents consulaires

Les archives et documents consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Article 34

Liberté de mouvement.

Sous réserve de ses lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat de résidence assure la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire à tous les membres du poste consulaire.

Article 35

Liberté de communication.

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communications appropriés, y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. L'expression «correspondance officielle» s'entend de toute la correspondance relative au poste consulaire et à ses fonctions.

3. La valise consulaire ne doit être ni ouverte ni retenue. Toutefois, si les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont de sérieux motifs de croire que la valise contient d'autres objets que la correspondance, les documents et les objets visés au paragraphe 4 du présent article, elles peuvent demander que la valise soit ouverte en leur présence par un représentant autorisé de l'Etat d'envoi. Si les autorités dudit Etat opposent un refus à la demande, la valise est renvoyée à son lieu d'origine.

4. Les colis constituant la valise consulaire doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que la correspondance officielle, ainsi que des documents ou objets destinés exclusivement à un usage officiel.

5. Le courrier consulaire doit être porteur d'un

document officiel attestant sa qualité et précisant le nombre de colis constituant la valise consulaire. A moins que l'Etat de résidence n'y consente, il ne doit être ni un ressortissant de l'Etat de résidence, ni, sauf s'il est ressortissant de l'Etat d'envoi, un résident permanent de l'Etat de résidence. Dans l'exercice de ses fonctions, ce courrier est protégé par l'Etat de résidence. Il jouit de l'inviolabilité de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

6. L'Etat d'envoi, ses missions diplomatiques et ses postes consulaires peuvent désigner des courriers consulaires ad hoc. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 du présent article sont également applicables, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise consulaire dont il a la charge.

7. La valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef commercial qui doit arriver à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier consulaire. A la suite d'un arrangement avec les autorités locales compétentes, le poste consulaire peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise des mains du commandant du navire ou de l'aéronef.

Article 36

Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi

1. Afin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité.

a) les fonctionnaires consulaires doivent avoir la liberté de communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux. Les ressortissants de l'Etat d'envoi doivent avoir la même liberté de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux :

b) si l'intéressé en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque, dans sa circonscription consulaire, un ressortissant de cet Etat est arrêté, incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention. Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée, incarcérée ou mise en état de détention préventive ou toute autre forme de détention doit également être transmise sans retard par lesdites autorités. Celles-ci doivent sans retard informer l'intéressé de ses droits aux termes du présent alinéa ;

c) les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi est incarcéré, en état de détention préventive ou toute autre forme de détention, de s'entretenir et de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice. Ils ont également le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui, dans leur circonscription, est incarcéré ou détenu en exécution d'un jugement. Néanmoins, les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose expressément.

2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toute fois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des

fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.

Article 37

Renseignements en cas de décès, de tutelle ou de curatelle, de naufrage et d'accident aérien.

Si les autorités compétentes de l'Etat de résidence possèdent les renseignements correspondants, elles sont tenues :

a) en cas de décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, d'informer sans retard le poste consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu :

b) de notifier sans retard au poste consulaire compétent tous les cas où il y aurait lieu de pouvoir à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur pour un ressortissant mineur ou incapable de l'Etat d'envoi. L'application des lois et règlements de l'Etat de résidence demeure toutefois réservée en ce qui concerne la nomination de ce tuteur ou de ce curateur ;

c) lorsqu'un navire ou un bateau ayant la nationalité de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue dans la mer territoriale ou les eaux intérieures de l'Etat de résidence ou lorsque un avion immatriculé dans l'Etat d'envoi subit un accident sur le territoire de l'Etat de résidence, d'informer sans retard le poste consulaire le plus proche de l'endroit où l'accident a eu lieu.

Article 38

Communication avec les autorités de l'Etat de résidence.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent s'adresser :

a) aux autorités locales compétentes de leur circonscription consulaire ;

b) aux autorités centrales compétentes de l'Etat de résidence si et dans la mesure où cela est admis par les lois, règlements et usages de l'Etat de résidence ou par les accords internationaux en la matière.

Article 39

Droit et taxes consulaires.

1. Le poste consulaire peut percevoir sur le territoire de l'Etat de résidence les droits et taxes que les lois et règlements de l'Etat d'envoi prévoient pour les actes consulaires.

2. Les sommes perçues au titre des droits et taxes prévus au paragraphe 1 du présent article et les reçus y afférents sont exempts de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

SECTION II.

FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LES FONCTIONNAIRES DE CARRIERE ET LES AUTRES MEMBRES DU POSTE CONSULAIRE

Article 40

Protection des fonctionnaires consulaires.

L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et prendra toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

Article 41

Inviolabilité personnelle des fonctionnaires consulaires

1. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive qu'en cas de crime grave et à la suite d'une décision de l'autorité judiciaire compétente.

2. A l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, les fonctionnaires consulaires ne peuvent pas être incarcérés ni soumis à aucune autre forme de

limitation de leur liberté personnelle, sauf en exécution d'une décision judiciaire définitive.

3. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités compétentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire en raison de sa position officielle et, à l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsque, dans les circonstances mentionnées au paragraphe 1 du présent article, il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

Article 42

Notification des cas d'arrestation, de détention ou de poursuite.

En cas d'arrestation, de détention préventive d'un membre du personnel consulaire ou de poursuite pénale engagée contre lui, l'Etat de résidence est tenu d'en prévenir au plus tôt le chef de poste consulaire. Si ce dernier est lui-même visé par l'une de ces mesures, l'Etat de résidence doit en informer l'Etat d'envoi par la voie diplomatique.

Article 43

Immunité de juridiction.

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions consulaires.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile :

a) résultant de la conclusion d'un contrat passé par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire qu'il n'a pas conclu expressément ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi ; ou

b) intenté par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence, par un véhicule, un navire ou un aéronef.

Article 44

Obligation de répondre comme témoin

1. Les membres d'un poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme témoins au cours de procédures judiciaires et administratives. Les employés consulaires et les membres du personnel de service ne doivent pas refuser de répondre comme témoins, si ce n'est dans les cas mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Si un fonctionnaire consulaire refuse de témoigner, aucune mesure coercitive ou autre sanction ne peut lui être appliquée.

2. L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner un fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions. Elle peut recueillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3. Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

Article 45

Renonciation aux privilèges et immunités.

1. L'Etat d'envoi peut renoncer à l'égard d'un mem-

bre du poste consulaire aux privilèges et immunités prévus aux articles 41, 43 et 44.

2. La renonciation doit toujours être expresse, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article et doit être communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

3. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, dans une matière où il bénéficierait de l'immunité de juridiction en vertu de l'article 43, engage une procédure, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

4. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

Article 46

Exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent ni à l'employé consulaire qui n'est pas un employé permanent de l'Etat d'envoi ou qui exerce une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, ni à un membre de sa famille.

Article 47

Exemption de permis de travail

1. Les membres du poste consulaire sont, en ce qui concerne les services rendus à l'Etat d'envoi, exempts des obligations que les lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs à l'emploi de la main d'oeuvre étrangère imposent en matière de permis de travail.

2. Les membres du personnel privé des fonctionnaires consulaires et employés consulaires, s'ils n'exercent aucune autre occupation privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, sont exempts des obligations visées au paragraphe 1 du présent article.

Article 48

Exemption du régime de sécurité sociale

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, les membres du poste consulaire, pour ce qui est des services qu'ils rendent à l'Etat l'envoi, et les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat de résidence.

2. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux membres du personnel privé qui sont au service exclusif des membres du poste consulaire, à condition :

a) qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou n'y aient pas leur résidence permanente; et

b) qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

3. Les membres du poste consulaire qui ont à leur service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas doivent observer les obligations que les dispositions de sécurité sociale de l'Etat de résidence imposent à l'employeur.

4. L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, pour autant qu'elle est admise par cet Etat.

Article 49

Exemption fiscale

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer sont exempts de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux et communaux à l'exception :

a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services ;

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 32;

c) des droits de succession et de mutation perçus par l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions du paragraphe b) de l'article 51;

d) des impôts et taxes sur les revenus privés, y compris les gains en capital, qui ont leur source dans l'Etat de résidence, et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans des entreprises commerciales ou financières situées dans l'Etat de résidence;

e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus;

f) des droits d'enregistrement, de greffe d'hypothèque et de timbre, sous réserve des dispositions de l'article 32.

2. Les membres du personnel de service sont exempts des impôts et taxes sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs services.

3. Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements ou salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'Etat de résidence doivent respecter les obligations que les lois et règlements dudit Etat imposent aux employeurs en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

Article 50

Exemption des droits de douane et de la visite douanière

1. Suivant les dispositions législatives édictées, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour :

a) les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b) les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire et des membres de sa famille vivant à son foyer, y compris les effets destinés à son établissement. Les articles de consommation ne doivent pas dépasser les quantités nécessaires pour leur utilisation directe par les intéressés.

2. Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus au paragraphe 1 du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les bagages personnels accompagnés des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille vivant à leur foyer sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être soumis à la visite que s'il y a de sérieuses raisons de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par les lois et règlements de l'Etat de résidence ou soumise à ses lois et règlements de quarantaine. Cette visite ne peut avoir lieu qu'en

présence du fonctionnaire consulaire ou du membre de sa famille intéressé.

Article 51

Succession d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille

En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille qui vivait à son foyer l'Etat de résidence est tenu :

a) de permettre l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décès;

b) de ne pas prélever de droits nationaux, régionaux ou communaux de succession ni de mutation sur les biens meubles dont la présence dans l'Etat de résidence était due uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre du poste consulaire ou membre de la famille d'un membre du poste consulaire.

Article 52

Exemption des prestations personnelles.

L'Etat de résidence doit exempter les membres du poste consulaire et les membres de leur famille vivant à son foyer de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Article 53

Commencement et fin des privilèges et immunités consulaires.

1. Tout membre du poste consulaire bénéficie des privilèges et immunités prévus par la présente Convention dès son entrée sur le territoire de l'Etat de résidence pour exercer son poste ou, s'il se trouve déjà sur ce territoire, dès son entrée en fonctions au poste consulaire.

2. Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire vivant à son foyer, ainsi que les membres de son personnel privé, bénéficient des privilèges et immunités prévus dans la présente Convention à partir de la dernière des dates suivantes : celle à partir de laquelle ledit membre du poste consulaire jouit des privilèges et immunités conformément au paragraphe 1 du présent article, celle de leur entrée sur le territoire de l'Etat de résidence ou celle à laquelle ils sont devenus membres de ladite famille ou dudit personnel privé.

3. Lorsque les fonctions d'un membre du poste consulaire prennent fin, ses privilèges et immunités, ainsi que ceux des membres de sa famille vivant à son foyer ou des membres de son personnel privé, cessent normalement à la première des dates suivantes : au moment où la personne en question quitte le territoire de l'Etat de résidence, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui lui aura été accordé à cette fin, mais ils subsistent jusqu'à ce moment, même en cas de conflit armé. Quant aux personnes visées au paragraphe 2 du présent article, leurs privilèges et immunités cessent dès qu'elles-mêmes cessent d'appartenir au foyer ou d'être au service d'un membre du poste consulaire, étant toutefois entendu que, si ces personnes ont l'intention de quitter le territoire de l'Etat de résidence dans un délai raisonnable, leurs privilèges et immunités subsistent jusqu'au moment de leur départ.

4. Toutefois, en ce qui concerne les actes accomplis par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire dans l'exercice de ses fonctions, l'immunité de juridiction subsiste sans limitation de durée.

5. En cas de décès d'un membre du poste consulaire, les membres de sa famille vivant à son foyer continuent

de jouir des privilèges et immunités dont ils bénéficient jusqu'à la première des dates suivantes : celle où ils quittent le territoire de l'Etat de résidence ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui leur aura été accordé à cette fin.

Article 54

Obligations des Etats tiers.

1. Si le fonctionnaire consulaire traverse le territoire ou se trouve sur le territoire d'un Etat tiers qui lui a accordé un visa au cas où ce visa est requis, pour aller assumer ses fonctions ou rejoindre son poste, ou pour rentrer dans l'Etat d'envoi, l'Etat tiers lui accordera les immunités prévues dans les autres articles de la présente Convention, qui peuvent être nécessaires pour permettre son passage ou son retour. L'Etat tiers fera de même pour les membres de la famille vivant à son foyer et bénéficiant des privilèges et immunités qui accompagnent le fonctionnaire consulaire ou qui voyagent séparément pour le rejoindre ou pour rentrer dans l'Etat d'envoi.

2. Dans les conditions similaires à celles qui sont prévues au paragraphe 1 du présent article, les Etats tiers ne doivent pas entraver le passage sur leur territoire des autres membres du poste consulaire et des membres de leur famille vivant à leur foyer.

3. Les Etats tiers accorderont à la correspondance officielle et aux autres communications officielles en transit, y compris les messages en code ou en chiffre, la même liberté et la même protection que l'Etat de résidence est tenu d'accorder en vertu de la présente Convention. Ils accorderont aux courriers consulaires, auxquels un visa a été accordé s'il était requis, et aux valises consulaires en transit, la même inviolabilité et la même protection que l'Etat de résidence est tenu d'accorder en vertu de la présente Convention.

4. Les obligations des Etats tiers en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent également aux personnes mentionnées respectivement dans ces paragraphes, ainsi qu'aux communications officielles et aux valises consulaires, lorsque leur présence sur le territoire de l'Etat tiers est due à un cas de force majeure.

Article 55

Respect des lois et règlements de l'Etat de résidence.

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence. Elles ont également le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat.

2. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une manière incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article n'excluent pas la possibilité d'installer, dans une partie du bâtiment où se trouvent les locaux du poste consulaire, les bureaux d'autres organismes ou agences, à condition que les locaux affectés à ces bureaux soient séparés de ceux qui sont utilisés par le poste consulaire. Dans ce cas, lesdits bureaux ne sont pas considérés, aux fins de la présente Convention, comme faisant partie des locaux consulaires.

Article 56

Assurance contre les dommages causés aux tiers

Les membres du poste consulaire doivent de conformer à toutes les obligations imposées par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'assurance

de responsabilité civile pour l'utilisation de tout véhicule, bateau ou aéronef.

Article 57

Dispositions spéciales relatives

à l'occupation privée de caractère lucratif

1. Les fonctionnaires consulaires de carrière n'exerceront dans l'Etat de résidence aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel.

2. Les privilèges et immunités prévus au présent chapitre ne sont pas accordés :

a) aux employés consulaires et aux membres du personnel de service qui exercent dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif;

b) aux membres de la famille d'une personne mentionnée à l'alinéa a) du présent paragraphe et aux membres de son personnel privé;

c) aux membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui exercent eux-mêmes dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif.

CHAPITRE III.

REGIME APPLICABLE AUX FONCTIONNAIRES CONSULAIRES HONORAIRES ET AUX POSTES CONSULAIRES DIRIGES PAR EUX

Article 58

Dispositions générales concernant les facilités, privilèges et immunités

1. Les articles 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38 et 39, le paragraphe 3 de l'article 54 et les paragraphes 2 et 3 de l'article 55 s'appliquent aux postes consulaires dirigés par un fonctionnaire consulaire honoraire. En outre, les facilités, privilèges et immunités de ces postes consulaires sont réglés par les articles 59, 60, 61 et 62.

2. Les articles 42 et 43, le paragraphe 3 de l'article 54, les articles 45 et 53 et le paragraphe 2 de l'article 45 s'appliquent aux fonctionnaires consulaires honoraires. En outre, les facilités, privilèges et immunités de ces fonctionnaires consulaires sont réglés par les articles 63, 64, 65, 66 et 67.

3. Les privilèges et immunités prévus dans la présente Convention ne sont pas accordés aux membres de la famille d'un fonctionnaire consulaire honoraire ou d'un employé consulaire qui est employé dans un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire.

4. L'échange de valises consulaires entre deux postes consulaires situés dans des pays différents et dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires n'est admis que sous réserve du consentement des deux Etats de résidence.

Article 59

Protection des locaux consulaires

L'Etat de résidence prend les mesures nécessaires pour protéger les locaux consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire et empêcher qu'ils ne soient envahis ou endommagés et que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

Article 60

Exemption fiscale des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire, dont l'Etat d'envoi est propriétaire ou locataire, sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux, ou communaux pourvu qu'il ne s'agisse pas

de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, ils sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi.

Article 61

Inviolabilité des archives et documents consulaires

Les archives et documents consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent, à condition qu'ils soient séparés des autres papiers et documents et, en particulier, de la correspondance privée du chef de poste consulaire et de toute personne travaillant avec lui, ainsi que des biens, livres ou documents se rapportant à leur profession ou à leur commerce.

Article 62

Exemption douanière.

Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence accorde l'entrée ainsi que l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour les objets suivants, à condition qu'ils soient destinés exclusivement à l'usage officiel d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire : les écussons, pavillons, enseignes, sceaux et cachets, livres, imprimés officiels, le mobilier de bureau, le matériel et les fournitures de bureau, et les objets analogues fournis au poste consulaire par l'Etat d'envoi ou sur sa demande.

Article 63

Procédure pénale

Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire honoraire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités compétentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire honoraire en raison de sa position officielle et, sauf si l'intéressé est en état d'arrestation ou de détention, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsqu'il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire honoraire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

Article 64

Protection du fonctionnaire consulaire honoraire

L'Etat de résidence est tenu d'accorder au fonctionnaire consulaire honoraire la protection qui peut être nécessaire en raison de sa position officielle.

Article 65

Exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour

Les fonctionnaires consulaires honoraires, à l'exception de ceux qui exercent dans l'Etat de résidence une activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

Article 66

Exemption fiscale.

Le fonctionnaire consulaire honoraire est exempt

de tous impôts et taxes sur les indemnités et les émoluments qu'il reçoit de l'Etat d'envoi en raison de l'exercice des fonctions consulaires.

Article 67

Exemption des prestations personnelles.

L'Etat de résidence doit exempter les fonctionnaires consulaires honoraires de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, ainsi que des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Article 68

Caractère facultatif de l'institution des fonctionnaires consulaires honoraires

Chaque Etat est libre de décider s'il nommera ou recevra des fonctionnaires consulaires honoraires.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 69

Agents consulaires non chefs de poste consulaire.

1. Chaque Etat est libre de décider s'il établira ou admettra des agences consulaires gérées par des agents consulaires n'ayant pas été désignés comme chefs de poste consulaire par l'Etat d'envoi.

2. Les conditions dans lesquelles les agences consulaires au sens du paragraphe 1 du présent article peuvent exercer leur activité, ainsi que les privilèges, et immunités dont peuvent jouir les agents consulaires qui les gèrent, sont fixés par accord entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

Article 70

Exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique.

1. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent également, dans la mesure où le contexte le permet, à l'exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique.

2. Les noms des membres de la mission diplomatique attachés à la section consulaire ou autrement chargés de l'exercice des fonctions consulaires de la mission sont notifiés au ministère des affaires étrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère.

3. Dans l'exercice de fonctions consulaires, la mission diplomatique peut s'adresser :

a) aux autorités locales de la circonscription consulaire ;

b) aux autorités centrales de l'Etat de résidence si les lois, règlements et usages de l'Etat de résidence ou les accords internationaux en la matière le permettent.

4. Les privilèges et immunités des membres de la mission diplomatique, mentionnées au paragraphe 2 du présent article, demeurent déterminés par les règles du droit international concernant les relations diplomatiques.

Article 71

Ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence.

1. A moins que des facilités, privilèges et immunités supplémentaires n'aient été accordés par l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ne bénéficient que de l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité personnelle pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et du pri-

vilège prévu au paragraphe 3 de l'article 44. En ce qui concerne ces fonctionnaires consulaires, l'Etat de résidence est également tenu par l'obligation prévue à l'article 42. Lorsqu'une action pénale est engagée contre un tel fonctionnaire consulaire, la procédure doit être conduite, sauf si l'intéressée est en état d'arrestation ou de détention, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires.

2. Les autres membres du poste consulaire qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence et les membres de leur famille, ainsi que les membres de la famille des fonctionnaires consulaires visés au paragraphe 1 du présent article, ne bénéficient des facilités, privilèges et immunités que dans la mesure où cet Etat les leur reconnaît. Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire et les membres du personnel privé qui sont eux-mêmes ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ne bénéficient également des facilités, privilèges et immunités que dans la mesure où cet Etat les leur reconnaît. Toutefois, l'Etat de résidence doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'exercice des fonctions du poste consulaire.

Article 72

Non-discrimination.

1. En appliquant les dispositions de la présente Convention, l'Etat de résidence ne fera pas de discrimination entre les Etats.

2. Toutefois, ne seront pas considérées comme discriminatoires :

a) le fait pour l'Etat de résidence d'appliquer restrictivement l'une des dispositions de la présente Convention parce qu'elle est ainsi appliquée à ces postes consulaires dans l'Etat d'envoi ;

b) le fait pour des Etats de se faire mutuellement bénéficiaires, par coutume ou par voie d'accord, d'un traitement plus favorable que ne requièrent les dispositions de la présente Convention.

Article 73

Rapport entre la présente Convention et les autres accords internationaux

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre les Etats parties à ces accords.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher les Etats de conclure des accords internationaux confirmant, complétant ou développant ses dispositions, ou étendant leur champ d'application.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS FINALES

Article 74

Signature

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout Etat Partie au Statut de la Cour internationale de Justice et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à la Convention, de la manière suivante : jusqu'au 31 octobre 1963, au Ministère fédéral des Affaires étrangères de la République d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1964, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 75

Ratification

La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 76

Adhésion

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 74. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 77

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par

cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 78

Notifications par le Secrétaire général

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 74 :

a) les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 74, 75 et 76;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 77.

Article 79

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 74.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT A VIENNE, le vingt-quatre avril mil neuf cent soixante-trois.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ ΕΠΙ ΤΩΝ ΠΡΟΞΕΝΙΚΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ

Τὰ Κράτη μέλη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, Ἐναμιμνησκόμενα ὅτι, ἀπὸ μακροῦ χρόνου, προξενικαὶ σχέσεις ἔχουσι συναφθῆ μεταξύ τῶν λαῶν,

Συνειδητοποιοῦντα τοὺς σκοποὺς καὶ τὰς ἀρχὰς τοῦ Χάρτου τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ἰσότητά κυριαρχίας τῶν Κρατῶν, τὴν διατήρησιν τῆς εἰρήνης καὶ τῆς διεθνούς ἀσφαλείας καὶ τὴν ἀνάπτυξιν φιλικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν ἐθνῶν,

Διαπιστοῦντα ὅτι ἡ Διάσκεψις τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, ἐπὶ τῶν σχέσεων καὶ διπλωματικῶν προνομίων, ἀπεδέχθη τὴν Σύμβασιν τῆς Βιέννης ἐπὶ τῶν διπλωματικῶν σχέσεων ἡ ὁποία ἠνοίχθη πρὸς ὑπογραφήν τὴν 18ην Ἀπριλίου 1961,

Πεπεισμένα ὅτι μία διεθνὴς σύμβασις ἐπὶ τῶν προξενικῶν σχέσεων, προνομίων καὶ ἀτελειῶν θὰ συμβάλλῃ ἐπίσης εἰς τὴν βελτίωσιν τῶν φιλικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν χωρῶν, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ διαφορὰ τῶν πολιτικῶν καὶ κοινωνικῶν καθεστώτων των,

Πεπεισμένα ὅτι τὸ ἀποτέλεσμα τῶν ἀναφερομένων προνομίων καὶ ἀτελειῶν εἶναι οὐχὶ ἡ παροχὴ ὠφελημάτων εἰς τὰ ἄτομα ἀλλὰ ἡ ἐξασφάλισις τῆς ἀποτελεσματικῆς ἐκπληρώσεως τῶν καθηκόντων των ὑπὸ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν ἐν ὀνόματι τῶν Κρατῶν των,

Βεβαιοῦντα ὅτι οἱ κανόνες τοῦ ἐθιμικοῦ διεθνούς δικαίου θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ διέπουν τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν ρητῶς ἐπιλυθῆ διὰ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως,

Ἀπεφάσισαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

1. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως οἱ ἀκόλουθοι ὅροι νοοῦνται ὡς καθορίζονται κατωτέρω :

α) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὴ Ἀρχὴ» νοεῖται πᾶν Γενικὸν Προξενεῖον, Προξενεῖον, Ὑποπροξενεῖον καὶ Προξενικὸν Πρακτορεῖον.

β) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὴ περιφέρεια» νοεῖται ἡ περιοχὴ ἡ ὑπαγομένη εἰς τὴν δικαιοδοσίαν μιᾶς Προξενικῆς Ἀρχῆς διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

γ) Διὰ τοῦ ὅρου «Ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς» νοεῖται τὸ πρόσωπον τὸ ἐντεταλμένον ὅπως ἐνεργῆ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

δ) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὸς λειτουργὸς» νοεῖται πᾶν πρόσωπον συμπεριλαμβανομένου τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ἐντεταλμένον ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

ε) Διὰ τοῦ ὅρου «Εἰδικὸς Προξενικὸς ὑπάλληλος» νοεῖται πᾶν πρόσωπον χρησιμοποιούμενον εἰς τὰς διοικητικὰς ἢ τεχνικὰς ὑπηρεσίας Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς.

στ) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλος τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ» νοεῖται πᾶν πρόσωπον ἐντεταγμένον εἰς τὴν ὑπηρετικὴν ἐργασίαν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς.

ζ) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς» νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοί, οἱ εἰδικοί προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ.

η) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλη τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ» νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, οἱ εἰδικοί Προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ.

θ) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλος τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ» νοεῖται τὸ πρόσωπον τὸ χρησιμοποιούμενον ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἰδιωτικὴν ὑπηρεσίαν μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

ι) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικοὶ χώροι» νοοῦνται τὰ κτίρια ἢ τμήματα τῶν κτιρίων καὶ τοῦ συνεχομένου γηπέδου τὰ ὁποῖα, οἴσοδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ κύριος αὐτῶν, χρησιμοποιοῦνται ἀποκλειστικῶς διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

ια) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὰ Ἀρχεῖα» νοοῦνται, ἅπαντα τὰ χαρτῖα, ἔγγραφα, ἀλληλογραφία, βιβλία, ταινίαι, μαγνητικαὶ ταινίαι καὶ πρωτόκολλα τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὡς καὶ τὸ ὕλικον κρυπτογραφῆσεως, αἱ βιβλιοθήκαι καὶ τὰ ἐπιπλα τὰ προσωρισμένα διὰ τὴν προστασίαν καὶ τὴν διατήρησιν των.

2. Ὑπάρχουσι δύο κατηγορίαι προξενικῶν ὑπαλλήλων : οἱ ἐμισθοὶ προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ οἱ ἐπίτιμοι (ἄμισθοι) προξενικοὶ ὑπάλληλοι. Αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου II τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν τῶν διευθυνομένων ὑπὸ ἐμισθῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων. Αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου III ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν τῶν διευθυνομένων ὑπὸ ἀμισθῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων.

3. Ἡ ἰδιόζουσα κατάστασις τῶν μελῶν τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν ἄτινα εἶναι ὑπήκοοι ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ Κράτους διαμονῆς διέπεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 71 τῆς παρούσης συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

ΑΙ ΠΡΟΞΕΝΙΚΑΙ ΣΧΕΣΕΙΣ ΓΕΝΙΚΩΣ

ΤΜΗΜΑ I

Ἐγκαθίδρυσις καὶ λειτουργία Προξενικῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 2.

Ἐγκαθίδρυσις Προξενικῶν σχέσεων.

1. Ἡ ἐγκαθίδρυσις Προξενικῶν σχέσεων μεταξύ Κρατῶν ἐνεργεῖται δι' ἀμοιβαίας συναίνεσεως.

2. Ἡ δοθεῖσα συγκατάθεσις διὰ τὴν ἐγκαθίδρυσιν διπλωματικῶν σχέσεων μεταξύ δύο Κρατῶν ἐπάγεται, ἐκτὸς ἀντιθέτου ἐνδείξεως, τὴν συγκατάθεσιν ἐγκαθιδρύσεως Προξενικῶν σχέσεων.

3. Ἡ διακοπὴ τῶν διπλωματικῶν σχέσεων δὲν συνεπάγεται αὐτοδικαίως τὴν διακοπὴν τῶν Προξενικῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 3.

Ἄσκησις τῶν Προξενικῶν καθηκόντων.

Τὰ προξενικὰ καθήκοντα ἀσχοῦνται ὑπὸ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν. Ἀσχοῦνται ὡσαύτως ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἀποστολῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 4.

Ἐγκαθίδρυσις Προξενικῆς Ἀρχῆς.

1. Ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιδρυθῆ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς εἰ μὴ κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους τούτου.

2. Ἡ ἔδρα τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ἡ τάξις τῆς καὶ ἡ προξενικὴ περιφέρεια ὀρίζονται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἐγκρισιν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

3. Μεταγενέστεραι τροποποιήσεις δὲν δύναται νὰ ἐπινεχθῶσιν ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὡς πρὸς τὴν ἔδραν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τὴν τάξιν ἢ τὴν προξενικὴν περιφέρειαν ταύτης εἰ μὴ κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους διαμονῆς.

4. Ἡ συγκατάθεσις τοῦ Κράτους διαμονῆς ἀπαιτεῖται ὡσαύτως ὅταν Γενικὸν Προξενεῖον ἢ Προξενεῖον ἐπιθυμῆ νὰ συστήσῃ Ὑποπροξενεῖον ἢ Προξενικὸν Πρακτορεῖον εἰς μέρος ἄλλο ἐκείνου εἰς τὸ ὁποῖον τοῦτο εἶναι ἐγκατεστημένος.

5. Ἡ ρητὴ καὶ προηγουμένη συγκατάθεσις τοῦ Κράτους διαμονῆς ἀπαιτεῖται ὡσαύτως διὰ τὴν σύστασιν γραφείου ἀποτελοῦντος μέρος ὕφισταμένου Προξενείου ἐκτὸς τῆς ἔδρας τούτου.

Ἄρθρον 5.

Προξενικὰ καθήκοντα.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουσι τὰ ἑξῆς καθήκοντα :

α) Νὰ προστατεύσωσιν ἐντὸς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς

τά συμφέροντα του άποστέλλοντος Κράτους και τών τής ίθαγενείας αυτού προσώπων, φυσικῶν ἢ νομικῶν, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τοῦ διεθνoῦς δικαίου δεκτῶν ὀρίων.

β) Νά εὐνοῶσι τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν, πνευματικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς καὶ νά προάγῃσι κατὰ πάντα ἄλλον τρόπον τὰς φιλικὰς μεταξὺ αὐτῶν σχέσεις ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

γ) Νά πληροφορῶνται δι' ὄλων τῶν θεμιτῶν μέσων περὶ τῶν ὄρων καὶ τῆς ἐξελίξεως τῆς ἐμπορικῆς, οἰκονομικῆς, πνευματικῆς καὶ ἐπιστημονικῆς ζωῆς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, νά ἀναφέρωσι σχετικῶς πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ νά παρέχωσι πληροφορίας εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα πρόσωπα.

δ) Νά παρέχωσι διαβατήρια καὶ ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ὡς καὶ θεωρήσεις καὶ προσήκοντα ἔγγραφα εἰς τὰ πρόσωπα τὰ ἐπιθυμοῦντα νά μεταβῶσιν εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

ε) Νά παρέχωσι βοήθειαν καὶ συνδρομὴν εἰς τὰ πρόσωπα, φυσικὰ καὶ νομικὰ, τῆς ίθαγενείας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

στ) Νά ἐνεργῶσιν ὡς συμβολαιογράφοι καὶ ληξιαρχοὶ καὶ νά ἀσκῶσι προσομοιάζοντα λειτουργήματα ὡς καὶ καθήκοντά τινα διοικητικῆς φύσεως καθ' ὃ μέτρον δὲν ἀντιτίθεται νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

ζ) Νά διαφυλάττωσι τὰ συμφέροντα τῶν ίθαγενῶν προσώπων, φυσικῶν καὶ νομικῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς τὰς κληρονομίας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

η) Νά διαφυλάττωσιν, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς καθοριζομένων ὀρίων, τὰ συμφέροντα τῶν ἀνηλικῶν καὶ ἀνικάνων, ίθαγενῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ἰδίως ὅταν ἀπαιτῆται ἢ ὡς πρὸς τούτους καθιέρωσις ἐπιτροπείας ἢ ἀντιλήψεως.

θ) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς πρακτικῆς καὶ τῶν ἐν ἰσχύϊ διαδικασιῶν ἐντὸς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, νά ἀντιπροσωπεύωσι τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ νά φροντίζωσιν ὅπως ἐξασφαλίζεται ἢ προσήκουσα ἐκπροσώπησις των-ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν ἄλλων ἀρχῶν τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως αἰτῶνται, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, τὴν ἀποδοχὴν προσωρινῶν μέτρων πρὸς διασφάλισιν τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τῶν ὑπηκόων τούτων, ὡσάκις λόγῳ ἀπουσίας των ἢ δι' οἰονδήποτε ἄλλον λόγον, δὲν δύνανται νά ὑπερασπισθῶσι κατὰ τὸν προσήκοντα χρόνον τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντά των.

ι) Νά διαβιβάζωσι δικαστικὰς καὶ ἐξωδίκους πράξεις ἢ νά ἐκτελῶσι δικαστικὰς παραγγελίας συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διεθνεῖς συμφωνίας, ἢ ἔλλειψει τῶν συμφωνιῶν, οἰονδήποτε τρόπον συμβιβάζομενον πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

ια) Νά ἀσκῶσι τὰ δικαιώματα ἐλέγχου καὶ ἐποπτείας, τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ἐπὶ τῶν πλοίων, θαλασσίων τε καὶ ποταμίων τῶν ἐχόντων τὴν ίθαγένειαν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ ἐπὶ τῶν ἐγγεγραμμένων εἰς τὸ Κράτος τοῦτο ἀεροσκαφῶν, ὡς καὶ ἐπὶ τῶν πληρωμάτων των.

ιβ) Νά παρέχωσι συνδρομὴν εἰς τὰ ἐν τῇ παραγράφῳ ια' τοῦ παρόντος ἄρθρου μνημονεῦμενα πλοῖα καὶ ἀεροσκάφη, ὡς καὶ εἰς τὰ πληρωμάτα των, ἐν ἐξετάζωσι καὶ θεωρῶσι τὰ ἔγγραφα των καὶ, ἐπιφυλασσομένων τῶν ἐξουσιῶν τῶν ἀρχῶν τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, νά προβαίνωσιν εἰς ἐρεῦνας περὶ ἐπεισοδίων λαβόντων χώραν κατὰ τὸν διάπλουον καὶ νά διακανονίζωσι, καθ' ὃ μέτρον ἐπιτρέπουσιν οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, τὰς πάσης φύσεως διαφορὰς μεταξὺ τοῦ πλοιάρχου, τῶν ἀξιωματικῶν καὶ τῶν ναυτῶν.

ιγ) Νά ἀσκῶσιν οἰαδήποτε ἄλλα καθήκοντα ἀνατιθέμενα εἰς προξενικὰς ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, τὰ ὅποια δὲν ἀπαγορεύουσιν οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς ἢ εἰς τὰ ὅποια δὲν ἀντιτίθεται τὸ Κράτος τῆς διαμονῆς ἢ τὰ ὅποια ἀναφέρονται εἰς τὰς ἐν ἰσχύϊ διεθνεῖς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

*Ἄρθρον 6.

*Ἀσκησις προξενικῶν καθηκόντων ἐκτὸς τῆς Προξενικῆς περιφέρειας.

Εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις, προξενικὸς ὑπάλληλος δύναται κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους διαμονῆς νά ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του ἐκτὸς τῆς Προξενικῆς του περιφέρειας.

*Ἄρθρον 7.

*Ἀσκησις προξενικῶν καθηκόντων ἐν τρίτῳ Κράτει.

Τὸ ἀποστέλλον Κράτος, δύναται, κατόπιν γνωστοποιήσεως εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη καὶ ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι οὐδὲν ἐξ αὐτῶν δὲν ἀντιτίθεται περὶ τούτου ρητῶς, νά ἀνάθεσῃ εἰς Προξενικὴν Ἀρχὴν συνεστημένην εἰς Κράτος τι, νά ἀναλάβῃ τὴν ἀσκήσιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων εἰς ἕτερον Κράτος.

*Ἄρθρον 8.

*Ἀσκησις προξενικῶν καθηκόντων διὰ λογαριασμὸν τρίτου Κράτους.

Κατόπιν προσηκούσης γνωστοποιήσεως πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς καὶ ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι τοῦτο δὲν ἀντιτίθεται Προξενικὴ τις Ἀρχὴ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δύναται νά ἀσκήσῃ προξενικὰ καθήκοντα ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς διὰ λογαριασμὸν τρίτου τινὸς Κράτους.

*Ἄρθρον 9.

Τάξεις τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

1. Οἱ ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς κατατάσσονται εἰς τέσσαρας τάξεις, δηλονότι :

- α) Γενικοὶ Πρόξενοι
- β) Πρόξενοι
- γ) Ὑποπρόξενοι
- δ) Προξενικοὶ Πράκτορες

2. Ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν περιορίζει κατ' οὐδὲν τὸ δικαίωμα ἐνὸς οἰουδήποτε τῶν συμβαλλομένων μερῶν νά καθορίσῃ τὴν ὀνομασίαν τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων πλὴν τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

*Ἄρθρον 10.

Διορισμὸς καὶ ἀποδοχὴ τῶν ἀρχηγῶν τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν.

1. Οἱ ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς διορίζονται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ γίνονται ἀποδεκτοὶ ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱ τρόποι τοῦ διορισμοῦ καὶ τῆς ἀποδοχῆς τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ὀρίζονται ἀντιστοίχως ὑπὸ τῶν νόμων, τῶν κανονισμῶν καὶ τῶν συνηθειῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

*Ἄρθρον 11.

Προξενικὸν δίπλωμα ἢ γνωστοποίησις τοῦ διορισμοῦ.

1. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἐφοδιάζεται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δι' ἔγγραφου, ὑπὸ τύπον προξενικοῦ διπλώματος ἢ παρομοίου ἐγγράφου, καταρτιζομένου δι' ἕκαστον διορισμὸν, βεβαιοῦντος τὴν ιδιότητά του καὶ ἐμφαίνοντος, κατὰ γενικὸν κανόνα, τὸ ὄνομα καὶ ἐπώνυμον αὐτοῦ, τὴν κατηγορίαν καὶ τὴν τάξιν του, τὴν προξενικὴν περιφέρειαν καὶ τὴν ἔδραν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

2. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος διαβιβάζει τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ παρόμοιον ἔγγραφο, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ οἰασδήποτε ἄλλης καταλλήλου ὁδοῦ, εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ

Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δέον νὰ ἀσκήσῃ τὴ καθήκοντά του.

3. Ἐὰν τὸ Κράτος διαμονῆς συγκατατίθεται εἰς τοῦτο, τὸ Κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ ἀντικαταστήσῃ τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ παρόμοιον ἔγγραφον διὰ γνωστοποιήσεως περιεχομένης τὰς προβλεπομένας ἐνδείξεις, εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 12.

Ἐκτελεστήριον ἔγγραφον.

1. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς γίνεται ἀποδεκτὸς διὰ τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων του κατόπιν ἀδείας τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὀνομαζομένης (ἐκτελεστήριον ἔγγραφον), οἰσοδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ τύπος τῆς ἀδείας ταύτης.

2. Τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον ἀρνεῖται νὰ ἐκδώσῃ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον δὲν ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος τοὺς λόγους τῆς ἀρνήσεώς του.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 13 καὶ 15, ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δὲν δύναται νὰ ἀναλάβῃ καθήκοντα πρὸ τῆς λήψεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου.

Ἄρθρον 13.

Προσωρινὴ ἀποδοχὴ τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς

Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἐκδόσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου, ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύναται νὰ γίνῃ προσωρινῶς δεκτὸς εἰς τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων του. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι ἐφαρμοστέαι.

Ἄρθρον 14.

Γνωστοποιήσεις πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς Προξενικῆς περιφερείας.

Εὐθὺς ὡς ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς γίνῃ δεκτὸς ἔστω καὶ προσωρινῶς, εἰς τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων του, τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται νὰ πληροφόρησιν ἀμέσως τὰς ἀρμοδίας Ἀρχὰς τῆς Προξενικῆς περιφερείας. Ὡσαύτως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτηρῇ ὅπως ληφθῶσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἐπὶ τῶ τέλει ὅπως ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύναται νὰ ἐκπληρῶσιν τὰ καθήκοντα τοῦ λειτουργήματός του καὶ νὰ ἀπολαύῃ τῆς μεταχειρίσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 15.

Προσωρινὴ ἐνάσκησις καθηκόντων τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

1. Ἐὰν ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς κωλύεται ὅπως ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του ἢ εἰς ἀπαύριον κενὴ ἢ θέσις του, εἰς διευθύνων ἀναπληρωτῆς δύναται νὰ ἐνεργῇ προσωρινῶς ὡς ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

2. Τὸ ἐπώνυμον καὶ ὄνομα τοῦ διευθύνοντος ἀναπληρωτοῦ γνωστοποιοῦνται εἴτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἴτε ἐλλείψει διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ Κράτους τούτου εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς, ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς εἴτε εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οὗτος κωλύεται νὰ τὸ πράξῃ, διὰ πάσης ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν ὑποδειχθεῖσαν ἀρχὴν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου. Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἡ γνωστοποίησις αὐτῆ δέον νὰ γίνῃται ἐκ τῶν προτέρων. Τὸ Κράτος τῆς διαμονῆς δύναται νὰ ὑπαγάγῃ εἰς τὴν συναίνεσιν του τὴν παραδοχὴν ὡς διευθύνοντος ἀναπληρωτοῦ προσώπου τινὸς ὅπερ δὲν εἶναι οὔτε διπλωματικὸς ἀντιπρόσωπος οὔτε προξενικὸς ὑπάλληλος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς.

3. Αἱ ἀρμοδίαι Ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς ὀφείλουσι νὰ παρέχωσιν ἀρωγὴν καὶ προστασίαν εἰς τὸν διευθύνοντα ἀναπληρωτὴν. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διευθύνσεώς του αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφαρμόζονται δι' αὐτὸν ὡς καὶ εἰς τὸν ἀρχηγὸν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Παρὰ ταῦτα τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ παρέχῃ εἰς τὸν διευθύνοντα ἀναπληρωτὴν τὰς διευκολύνσεις,

προνόμια καὶ ἀσυλίας τῶν ὁποίων ἡ παροχὴ πρὸς τὸν ἀρχηγὸν τῆς Προξενικῆς Ἀποστολῆς ὑπόκειται εἰς προϋποθέσεις ἃς δὲν πληροῖ ὁ διευθύνων ἀναπληρωτῆς.

4. Ὅσακις μέλος τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς διορίζεται διευθύνων ἀναπληρωτῆς ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐξακολουθεῖ νὰ ἀπολαύῃ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν ἐφ' ὅσον τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν ἀντιτίθεται εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 16.

Προβάδισμα μεταξὺ Ἀρχηγῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν.

1. Οἱ ἀρχηγοὶ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν λαμβάνουσι σειρὰν ἐν ἐκάστη τάξει βάσει τῆς χρονολογίας χορηγήσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου.

2. Ἐν περιπτώσει, ἐν τούτοις, καθ' ἣν ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς πρὶν ἢ λάβῃ τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον, γίνεται προσωρινῶς δεκτὸς εἰς τὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων του, ἡ χρονολογία τῆς τοιαύτης προσωρινῆς ἀποδοχῆς καθορίζει τὴν σειρὰν προβαδίσματος ἢ σειρὰ αὐτῆ τηρεῖται μετὰ τὴν χορηγήσιν τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου.

3. Ἡ σειρὰ προβαδίσματος μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων ἀρχηγῶν Προξενικῆς Ἀρχῆς οἱ ὁποῖοι ἔτυχον τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου ἢ τῆς προσωρινῆς ἀποδοχῆς κατὰ τὴν ἰδίαν ἡμερομηνίαν, καθορίζεται ὑπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὸ προξενικὸν δίπλωμα τούτων ἢ παρόμοιον ἔγγραφον προσήχη ἢ ἡ γνωστοποίησις ἢ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 11 ἐγένετο πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς.

4. Οἱ διευθύνοντες ἀναπληρωταὶ λαμβάνουσι σειρὰν κατόπιν πάντων τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς. Μεταξὺ αὐτῶν, λαμβάνουσι σειρὰν ἀναλόγως τῶν ἡμερομηνιῶν κατὰ τὰς ὁποίας ἀνέλαβον τὰ καθήκοντά των ὡς διευθύνοντες ἀναπληρωταὶ καὶ αἱ ὁποῖαι ἐδηλώθησαν εἰς τὰς γνωστοποιήσεις τὰς γενομένας δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 15.

5. Οἱ ἐπίτιμοι προξενικοὶ ὑπάλληλοι, ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς ἀποστολῆς, λαμβάνουσι σειρὰν ἐν ἐκάστη τάξει κατόπιν τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἐμίσθων Προξενικῶν Ἀρχῶν, κατὰ τὴν σειρὰν καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τοὺς τεθεμένους ἐν ταῖς προηγουμέναις παραγράφαις.

6. Οἱ ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἔχουν τὸ προβάδισμα ἔναντι τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων οἱ ὁποῖοι δὲν ἔχουσι τὴν ιδιότητα ταύτην.

Ἄρθρον 17.

Ἐνέργεια διπλωματικῶν πράξεων ὑπὸ Προξενικῶν ὑπαλλήλων.

1. Ἐν Κράτει ἔνθα τὸ ἀποστέλλον Κράτος δὲν διατηρεῖ διπλωματικὴν ἀποστολὴν καὶ δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ διπλωματικῆς ἀποστολῆς τρίτου Κράτους, εἰς Προξενικὸν λειτουργὸν δύναται, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ χωρὶς νὰ θιγῇ ἡ προξενικὴ ιδιότης αὐτοῦ νὰ τῷ ἀνατεθῇ ἡ ἐνέργεια διπλωματικῶν πράξεων. Ἡ ἐνέργεια τοιούτων πράξεων ὑπὸ προξενικοῦ λειτουργοῦ δὲν παρέχει εἰς τοῦτον οὐδὲν δικαίωμα ἐπὶ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

2. Εἰς Προξενικὸν ὑπάλληλον δύναται, κατόπιν γνωστοποιήσεως πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς νὰ ἀνατεθῇ ἡ ἐκπροσώπηση τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους παρ' οἰαδήποτε διακυβερνητικῆς ὀργανώσεως. Ἐνεργῶν ὑπὸ τὴν ιδιότητα ταύτην, ἔχει δικαίωμα ἐφ' ὅλων τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν παρεχομένων ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς ἐθιμικοῦ δικαίου ἢ ὑπὸ διεθνῶν συμφωνιῶν εἰς ἀντιπρόσωπον παρὰ διακυβερνητικῆς τινὸς ὀργανώσεως. Ἐν τούτοις ὅσον ἀφορᾷ πᾶν προξενικὸν καθήκον ἀσκούμενον ὑπ' αὐτοῦ, δὲν δικαιοῦται ἑτεροδικίας πλέον ἐκτεταμένης ἐκείνης ἣς ἀπολαύει προξενικὸς ὑπάλληλος δυνάμει τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Διαρισμὸς τοῦ αὐτοῦ προσώπου ὡς Προξενικοῦ λειτουργοῦ ὑπὸ δύο ἢ περισσοτέρων Κρατῶν.

Δύο ἢ περισσοτέρα Κράτη, δύναται, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς, νὰ διορίζωσι τὸ αὐτὸ πρόσωπον ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἐν τῷ Κράτει τούτῳ

*Άρθρον 19.

Διορισμός τῶν μελῶν τοῦ Προξενικοῦ προσωπικοῦ.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφυλάξιν τῶν ἄρθρων 20, 22, 23 τὸ ἀποστέλλον Κράτος διορίζει κατὰ βούλησιν τὰ μέλη τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ.

2. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος γνωστοποιεῖ εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς τὸ ἐπώνυμον καὶ ὄνομα, τὴν κατηγορίαν καὶ τὴν τάξιν ἀπάντων τῶν προξενικῶν ὑπάλληλων πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἀρκούντως ἐκ τῶν προτέρων ὥστε τὸ Κράτος διαμονῆς νὰ δύναται, ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιθυμεῖ νὰ ἀσκήσῃ τὰ δικαιώματα τὰ ὁποῖα παρέχει εἰς τοῦτο ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 23.

3. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται, ἐάν οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τούτου τὸ ἀπαίτῳσι, νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὸ Κράτος διαμονῆς ὅπως χορηγήσῃ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον εἰς Προξενικὸν ὑπάλληλον ὅστις δὲν τυγχάνει ἀρχηγὸς Προξενικῆς ἀποστολῆς.

4. Τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται, ἐάν οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ του τὸ ἀπαίτῳσι, νὰ χορηγήσῃ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον εἰς προξενικὸν ὑπάλληλον ὅστις δὲν τυγχάνει ἀρχηγὸς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

*Άρθρον 20.

Δύναμις τοῦ Προξενικοῦ προσωπικοῦ.

Ἐλλείψει ρητῆς συμφωνίας περὶ τῆς δυνάμεως τοῦ προσωπικοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἀπαίτη ἔπως ἡ δύναμις αὕτη δικτηρῆται ἐντὸς τῶν ὁρίων ἅτινα θεωρεῖ ὡς λογικὰ καὶ κανονικὰ, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν περιστάσεων καὶ τῶν συνθηκῶν τῶν ἐπικρατούσων ἐν τῇ Προξενικῇ περιφερείᾳ καὶ τῶν ἀναγκῶν τῆς περὶ τῆς πρόκειται Προξενικῆς Ἀρχῆς.

*Άρθρον 21.

Προβάδισμα μεταξὺ τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς.

Ἡ σειρά προβαδίσματος μεταξὺ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς καὶ πᾶσαι μεταβολαὶ ἐπερχόμεναι εἰς ταύτην γνωστοποιοῦνται ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἐλλείψει τῆς ἀποστολῆς ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, εἰς τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν Ἀρχὴν τὴν ὑποδεικνυομένην ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου.

*Άρθρον 22.

Ἰθαγένεια τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν.

1. Οἱ Προξενικοὶ λειτουργοὶ θὰ ἔχωσι κατ' ἀρχὴν τὴν ἰθαγένειαν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

2. Οἱ Προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν δύνανται νὰ ἐπιλέγωνται μεταξὺ τῶν ὑπήκων τοῦ Κράτους διαμονῆς, εἰ μὴ κατόπιν ρητῆς συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους τούτου, τὸ ὁποῖον δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀνακαλῆ ταύτην.

3. Τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἐπιφυλάξῃ εἰς ἑαυτὸ τὸ αὐτὸ δικαίωμα, ὅσον ἀφορᾷ τοὺς ὑπηκόους τρίτου Κράτους οἱ ὁποῖοι δὲν τυγχάνουσιν ὡσαύτως ὑπήκοοι τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

*Άρθρον 23.

Πρόσωπον χαρακτηριζόμενον μὴ ἀρεστόν.

1. Τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ πληροφορῆ τὸ ἀποστέλλον Κράτος ὅτι προξενικὸς τις λειτουργὸς εἶναι μὴ ἀρεστὸς ἢ ὅτι οἰονδήποτε ἄλλο μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ δὲν εἶναι ἀποδεκτόν. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος θὰ ἀνακαλῆ ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, τὸ περὶ οὗ πρόκειται πρόσωπον ἢ θὰ τὸ ἀπαλλάσῃ τῶν καθηκόντων του ἐν τῇ Προξενικῇ ταύτῃ Ἀρχῇ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

2. Ὅσαίς τὸ ἀποστέλλον Κράτος ἀρνήσῃ νὰ ἐκτελέσῃ ἢ δὲν ἐκτελῆ ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας φέρει κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται, ἀναλόγως τῆς

περιπτώσεως νὰ ἀνακαλῆ τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον τοῦ περὶ οὗ πρόκειται προσώπου ἢ νὰ παύῃ νὰ θεωρῆ τούτο, ὡς μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ.

3. Πρόσωπον διοριζόμενον μέλος προξενικῆς τινος Ἀρχῆς δύναται νὰ κηρυχθῆ μὴ ἀποδεκτὸν πρὶν ἢ ἀφίχθῃ εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς ἢ ἐάν εὐρίσκεται ἤδη ἐν αὐτῷ, πρὶν ἢ ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντά του παρὰ τῇ Προξενικῇ Ἀρχῇ. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος ὀφείλει, ἐν τῇ αὐτῇ περιπτώσει, ὅπως ἀνακαλέσῃ τὸν διορισμόν.

4. Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος τοὺς λόγους τῆς ἀποφάσεώς του.

*Άρθρον 24.

Γνωστοποίησις εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς τοῦ διορισμοῦ, ἀφίξεων καὶ ἀποχωρήσεων.

1. Γνωστοποιοῦνται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου ὑποδεικνυομένην Ἀρχὴν :

α) Ὁ διορισμὸς τῶν μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ἢ ἀφίξις των μετὰ τὸν διορισμόν των εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν, ἢ ὀριστικὴ αὐτῶν ἀναχώρησις, ἢ λήξις τῶν καθηκόντων των, ὡς καὶ οἰαδήποτε μεταβολὴ ἀφορῶσα τὴν ὑπηρεσιακὴν των θέσιν ἢ ὁποῖα δύναται νὰ ἐπέλθῃ διαρκούσης τῆς ὑπηρεσίας των παρὰ τῇ Προξενικῇ Ἀρχῇ.

β) Ἡ ἀφίξις καὶ ἡ ὀριστικὴ ἀναχώρησις προσώπου τῆς οικογενείας μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς συνοικοῦντος μετ' αὐτοῦ καὶ ἐφ' ὅσον λάβῃ χώραν, τὸ γεγονός ὅτι πρόσωπόν τι καθίσταται ἢ παύει νὰ εἶναι μέλος τῆς οικογενείας.

γ) Ἡ ἀφίξις καὶ ὀριστικὴ ἀναχώρησις τῶν μελῶν τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ καὶ ἐφ' ὅσον λάβῃ χώραν, ὁ τεματισμὸς τῆς ὑπηρεσίας των ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

δ) Ἡ πρόσληψις καὶ ἀπόλυσις προσώπων κατοικούντων ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ὡς μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ ὡς μελῶν τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ δικαιουμένων προνομίων καὶ ἀσυλίων.

2. Ὅσαίς τούτου εἶναι δυνατὸν ἢ ἀφίξις καὶ ἡ ὀριστικὴ ἀναχώρησις δέον ὡσαύτως νὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον προηγουμένης γνωστοποιήσεως.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Τέλος τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

*Άρθρον 25.

Τεματισμὸς τῶν καθηκόντων μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Τὰ καθήκοντα μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τεματίζονται κυρίως διὰ :

α) Τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς ὅτι τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἑτεροματίσθησαν.

β) τῆς ἀνακλήσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἔγγραφου.

γ) τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς πρὸς τὸ ἀποστέλλον Κράτος ὅτι ἔπαυσε νὰ θεωρῆ τὸ περὶ οὗ πρόκειται πρόσωπον ὡς μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ.

*Άρθρον 26.

Ἀναχώρησις ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει ἀκόμη καὶ ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συγκρούσεως, νὰ παράσῃ εἰς τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ, μὴ δυνά ὑπήκοοι τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὡς καὶ εἰς τὰ μέλη τῶν οικογενειῶν των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἢ ἰθαγένειά των, τὸν ἀναγκαῖον χρόνον καὶ τὰς ἀναγκαῖας διευκολύνσεις ὅπως προετοιμάσωσι τὴν ἀναχώρησίν των καὶ ἐγκαταλείψωσι τὸ ἔδαφος ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίων μετὰ τὸν τεματισμόν τῶν καθηκόντων των.

Ὅφειλε ἰδιωκώτερον, παρισταμένης ἀνάγκης, ὅπως θέσῃ εἰς τὴν διάθεσίν των τὰ ἀναγκαῖα μέσα μεταφορᾶς δι' αὐτοὺς

και δια τὰ ἀγαθὰ των, ἔξαιρέσει τῶν ἀγαθῶν τῶν κτηθέντων ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς τῶν ὁποίων ἡ ἐξαγωγή ἀπαγορεύεται κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀναχωρήσεως.

Ἄρθρον 27.

Προστασία τῶν Προξενικῶν χώρων και Ἀρχείων και τῶν συμφερόντων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς ἔξαιρετικὰς περιπτώσεις.

1. Ἐν περιπτώσει διακοπῆς τῶν προξενικῶν σχέσεων μεταξύ δύο Κρατῶν.

α) Τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται, ἀκόμη και ἐν περιπτώσει ἐνέπλου συγχρούσεως, ὅπως σεβασθῆ και προστατεύσῃ τοὺς προξενικοὺς χώρους ὡς και τὰ ἀγαθὰ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς και τὰ Προξενικὰ Ἀρχεῖα.

β) Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν φύλαξιν τῶν Προξενικῶν χώρων ὡς και τῶν ἐν αὐτοῖς ἀγαθῶν και τῶν προξενικῶν ἀρχείων, εἰς τρίτον Κράτος, ἀποδέξιμον εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς.

γ) Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων του και ἐκείνων τῶν ὑπάρχοντων του εἰς τρίτον Κράτος ἀποδέξιμον εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς.

2. Ἐν περιπτώσει προσκαίρου ἢ ὀριστικῆς μὴ λειτουργίας τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς αἱ διατάξεις τοῦ ἐδαφίου α' τῆς παραγρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἔχουσιν ἐφαρμογὴν.

Ἐπί πλέον :

α) Ὅσακις τὸ ἀποστέλλον Κράτος, καίτοι μὴ ἀντιπροσωπευόμενον ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς διὰ διπλωματικῆς ἀποστολῆς, διατηρῆ ἐτέραν Προξενικὴν Ἀρχὴν ἐπὶ τοῦ ἐδαφους τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἢ Προξενικὴ αὐτῆ Ἀρχὴ δύναται νὰ ἐπιφορτισθῆ με τὴν φύλαξιν τῶν χώρων τῆς μὴ λειτουργούσης Προξενικῆς Ἀρχῆς τῶν ἐν αὐτοῖς ἀγαθῶν και τῶν προξενικῶν ἀρχείων, ὡς και, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς, με τὴν ἐνάσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων ἐντὸς τῆς περιφέρειας τῆς Προξενικῆς ταύτης Ἀρχῆς ἢ

β) Ὅσακις τὸ ἀποστέλλον Κράτος δὲν διατηρῆ διπλωματικὴν ἀποστολὴν οὐδὲ ἐτέραν Προξενικὴν Ἀρχὴν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, αἱ διατάξεις τῶν ἐδαφίων β' και γ' τῆς παραγρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἔχουσιν ἐφαρμογὴν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΣΕΙΣ, ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΑΙ ΑΦΟΡΩΣΑΙ ΤΑΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΑΣ ΑΡΧΑΣ ΤΟΥΣ ΕΜΜΙΣΘΟΥΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΟΥΣ ΥΠΑΛΛΗΛΟΥΣ ΚΑΙ ΤΑ ΛΟΙΠΑ ΜΕΛΗ ΤΗΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΗΣ ΑΡΧΗΣ.

ΤΜΗΜΑ Ι.

Διευκολύνσεις, προνόμια και ἀσυλίας ἀφορῶσαι τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν.

Ἄρθρον 28.

Διευκολύνσεις παρεχόμεναι εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων τῆς.

Τὸ Κράτος διαμονῆς παρέχει πάσας τὰς διευκολύνσεις διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 29.

Χρησιμοποίησις ἐθνικῶν σημαίων και θυρεῶν.

1. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δικαιούται νὰ χρησιμοποίῃ τὴν ἐθνικὴν σημαίαν και τὸν θυρεὸν αὐτοῦ μετὰ τῶν ἐμβλημάτων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Ἡ ἐθνικὴ σημαία τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δύναται νὰ ἀναρτᾶται και ὁ θυρεὸς μετὰ τῶν ἐμβλημάτων τοῦ Κράτους νὰ τοποθετῆται ἐπὶ τοῦ κτιρίου τοῦ χρησιμοποιουμένου ὑπὸ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς και ἐπὶ τῆς θύρας εἰσόδου αὐτοῦ, ὡς και ἐπὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς και ἐπὶ τῶν μέσων κυκλοφορίας τούτου ὅσακις ταῦτα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς ὑπηρεσίας του.

3. Ἐν τῇ ἐνασκήσει τοῦ δικαιώματος τοῦ παρεχομένου ὑπὸ

τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν οἱ νόμοι κανονισμοὶ και συνήθειαι τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 30.

Κατοικία.

1. Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει εἴτε νὰ διευκολύνῃ τὴν ἀπόκτησιν ἐπὶ τοῦ ἐδαφους του, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν νόμων και κανονισμῶν αὐτοῦ, ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους τῶν χώρων τῶν ἀναγκίων εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν εἴτε νὰ συνδράμῃ τὸ ἀποστέλλον Κράτος νὰ ἀνεύρῃ χώρους δι' ἄλλον τρόπον.

2. Ὄφείλει ὡσαύτως, ἐν παρίσταται ἀνάγκη περὶ τούτου, νὰ συνδράμῃ τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν, ὅπως ἀνεύρῃ καταλλήλους κατοικίας διὰ τὰ μέλη τῆς.

Ἄρθρον 31.

Ἀπαρξίαστον τῶν Προξενικῶν χώρων.

1. Οἱ Προξενικοὶ χώροι εἶναι ἀπαρξίαστοι ἐν τῷ μέτρῳ τῷ προβλεπομένῳ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Αἱ Ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς δὲν δύνανται νὰ εἰσχωρήσουν ἐν τῷ τμήματι τῶν Προξενικῶν χώρων τὸ ὅποιον ἢ Προξενικὴ Ἀρχὴ χρησιμοποιεῖ ἀποκλειστικῶς διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς διεξαγωγῆς τῆς ὑπηρεσίας, κατόπιν συναίνεσεως τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τοῦ προσώπου τοῦ ὑπ' αὐτοῦ ὀριζομένου ἢ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Διπλωματικῆς Ἀποστολῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους. Παρὰ ταῦτα, ἢ συναίνεσις τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύναται νὰ τεκμαρθῆ παρασχεθεῖσα ἐν περιπτώσει πυρκαϊᾶς ἢ ἐτέρου κινδύνου ἀπαιτούντος ἄμεσα μέτρα προστασίας.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγρ. 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Κράτος διαμονῆς ἔχει τὴν εἰδικὴν ὑποκρέωσιν ὅπως λάβῃ πάντα τὰ ἐνδεικνόμενα μέτρα ἵνα οἱ Προξενικοὶ χώροι μὴ ὑποστῶσιν εἰσβολὴν ἢ ζημίαν και ἵνα μὴ διαταραχθῆ ἡ ἡσυχία τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς και μὴ μειωθῆ ἡ ἀξιοπρέπειά τῆς.

4. Οἱ Προξενικοὶ χώροι, ἢ ἐπιπλωσίς των και τὰ ἀγαθὰ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ὡς και τὰ μέσα τῆς κυκλοφορίας αὐτῆς δὲν δύνανται νὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον οὐδεμιᾶς μορφῆς ἐπιτάξεως διὰ σκοποὺς ἐθνικῆς ἀμύνης ἢ δημοσίας ὠφελείας.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν καθίστατο ἀναγκαία ἡ ἀπαλλοτριώσις διὰ τοὺς σκοποὺς τούς, θὰ ληφθῶσιν ἅπαντα τὰ ἐνδεικνόμενα μέτρα ὅπως ἀποφραχθῆ ἢ παρεμποδίσῃ τῆς ἐνασκήσεως τῶν προξενικῶν καθηκόντων και ὅπως καταβληθῆ ταχεῖα, προσήκουσα και πρᾶγματικὴ ἀποζημίωσις εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

Ἄρθρον 32.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ τῶν Προξενικῶν χώρων.

1. Οἱ Προξενικοὶ χώροι και ἡ κατοικία τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἐμίσθου Προξενικῆς Ἀρχῆς τῶν ὁποίων τὸ ἀποστέλλον Κράτος ἢ οἰονδήποτε πρόσωπον ἐνεργοῦν διὰ λογαριασμὸν τοῦ Κράτους τούτου εἶναι κύριος ἢ μισθωτῆς, ἀπαλλάσσονται πάντων τῶν φόρων και τελῶν, οἰασδήποτε φύσεως, κρατικῶν, περιφερειακῶν ἢ δημοτικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν πρόκειται περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀντάλλαγμα παρεχομένων εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Ἡ φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ ἢ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς φόρους τούτους και τὰ τέλη ὁσακις, κατὰ τοὺς νόμους και τοὺς κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἐπιβαρύνουσι τὸ πρόσωπον τὸ ὅποιον συνεβλήθη μετὰ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ τοῦ προσώπου τοῦ ἐνεργούντος διὰ λογαριασμὸν τοῦ Κράτους τούτου.

Ἄρθρον 33.

Ἀπαρξίαστον τῶν Προξενικῶν ἀρχείων και ἐγγράφων.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα και ἐγγράφα εἶναι ἀπαρξίαστα κατὰ πάντα χρόνον και εἰς οἰονδήποτε τόπον και ἂν εὐρίσκωνται.

"Άρθρον 34.

"Ελευθερία Κινήσεως.

"Υπό την επιφύλαξιν των νόμων και κανονισμών των σχετικών προς τας περιουσίας ών ή εισοδος είναι άπηγορευμένη ή έλεγχόμενη διά λόγους εθνικής ασφαλείας, τó Κράτος διαμονής εξασφαλίζει την ελευθερίαν μετακινήσεως και κυκλοφορίας επί του εδάφους του εις άπαντα τά μέλη της Προξενικής 'Αρχής.

"Άρθρον 35.

"Ελευθερία έπικοινωνίας.

1. Τó Κράτος διαμονής επιτρέπει και προστατεύει την ελευθερίαν έπικοινωνίας της Προξενικής 'Αρχής διά πάντας τους επίσημους σκοπούς. "Η Προξενική 'Αρχή έπικοινωνούσα μετά της Κυβερνήσεως, των διπλωματικών αποστολών και των λοιπών Προξενικών 'Αρχών του άποστέλλοντος Κράτους, όπουδήποτε και άν εύρίσκωνται, δύναται να χρησιμοποιή πάντα τά κατάλληλα μέσα έπικοινωνίας, περιλαμβανομένων εις αυτά των διπλωματικών ή προξενικών ταχυδρόμων, του διπλωματικού ή προξενικού σάκκου και των μηνυμάτων διά χρήσεως κώδικος ή κρυπτογραφικώς. Ούχ ήττον, ή Προξενική 'Αρχή όέν δύναται να εγκαθιστά και χρησιμοποιή ραδιοφωνικών πομπών, ειμή τή συγκαταθέσει του Κράτους διαμονής.

2. "Η επίσημος άλληλογραφία της Προξενικής 'Αρχής είναι άπαραβίαστος. "Ο όρος κέπισμος άλληλογραφίαν έννοει πΰσαν άλληλογραφίαν σχετιζομένην προς την Προξενικήν 'Αρχήν και τά καθήκοντά της.

3. "Ο διπλωματικός σάκκος δέν πρέπει ούτε να άνοιχθή ούτε να παρακρητηθή. Ούχ ήττον, άν αι άρμόδιαι άρχαι του Κράτους διαμονής έχωσι σοβαρούς λόγους να πιστεύωσιν ότι ο σάκκος περιέχει άλλα άντικείμενα πλόν της άλληλογραφίας, των έγγραφων και των αντικειμένων των αναφερομένων έν τή παραγράφω 4 του παρόντος άρθρου, δύναται να απαιτήσωσιν όπως ο σάκκος άνοιχθή τή παρουσία των υπό άντιπροσώπου έξουσιοδοτουμένου του άποστέλλοντος Κράτους. "Εάν αι άρχαι του εισημένου Κράτους προβάλωσιν άρνησιν εις την αίτησιν ο σάκκος επιστρέφεται εις τον τόπον προελεύσεως.

4. Τά δέματα τά άπαριζόντα τον προξενικόν σάκκον δέον να φέρωσιν ευδεικνύουσας έξωτερικάς ένδείξεις του χαρακτήρος των και δέν δύναται να περιέχωσιν ειμή την επίσημον άλληλογραφίαν ως και έγγραφα ή αντικείμενα προσριζόμενα άποκλειστικώς δι' επίσημον χρήση.

5. "Ο Προξενικός Ταχυδρόμος όφείλει να φέρη μεθ' έαυτού επίσημον έγγραφον βεβαιούν την ιδιότητά του και καθορίζον τον αριθμόν των δεμάτων των άπαριζόντων τον προξενικόν σάκκον.

"Εκτός της περιπτώσεως, καθ' ήν τó Κράτος διαμονής συγκατατίθεται, ο Προξενικός Ταχυδρόμος, δέον όπως μή είναι υπήκοος του Κράτους διαμονής, ούτε υπήκοος ών του άποστέλλοντος Κράτους, να είναι μόνιμος κάτοικος του Κράτους διαμονής. "Εν τή ενασκήσει των καθιζόντων του ο Ταχυδρόμος ούτος προστατεύεται υπό του Κράτους διαμονής. "Απολύει του άπαραβίαστου του προσώπου του και δέν δύναται να υποβληθή εις ουδεμίαν μορφήν συλλήψεως ή κρατήσεως.

6. Τó άποστέλλον Κράτος, αι διπλωματικά του άποστολάι και αι Προξενικά του 'Αρχαι δύναται να όρίζωσιν ειδικούς προξενικούς ταχυδρόμους. "Εν τή περιπτώσει ταύτῃ, αι διατάξεις της παραγράφου 5 του παρόντος άρθρου είναι ώσαύτως εφαρμοστέαι, υπό την επιφύλαξιν ότι αι άσύλλητοι αι έν αύτῇ αναφερόμεναι θα παύωσι να έχωσιν εφαρμογήν εύθες ως ο ταχυδρόμος παραδώση εις τον παραλήπτην τον προξενικόν σάκκον του οποίου έχει την φροντίδα.

7. "Ο προξενικός σάκκος δύναται να άνατεθῆ εις τον κυβερνήτην πλοίου ή έμπορικού άεροσκάφους, όστις μέλλει να άφικθῆ εις επιτρεπόμενον σημείον εισόδου. "Ο Κυβερ-

νήτης ούτος δέον να φέρη μεθ' έαυτού επίσημον έγγραφον έμφανών τον αριθμόν των δεμάτων των άπαριζόντων τον σάκκον, αλλά δέν θεωρείται ως προξενικός ταχυδρόμος. Κατόπιν συμφωνίας μετά των άρμόδιων τοπικών άρχών, ή Προξενική 'Αρχή δύναται να άποστείλῃ μέλος αύτῆς όπως λάβῃ άπ' εύθείας και ελευθέρως την κατοχήν του σάκκου έξ των χειρών του Κυβερνήτου του πλοίου ή του άεροσκάφους.

"Άρθρον 36.

"Επικοινωνία μετά υπηκόων του άποστέλλοντος Κράτους.

"Επί τῷ τέλει όπως ή άσκησις των προξενικών καθηκόντων των σχετικών προς τους υπηκόους του άποστέλλοντος Κράτους διευκολύνεται :

α) Οι προξενικοί λειτουργοί δέον να έχωσι την ελευθερίαν όπως έπικοινωνήσιν μετά των υπηκόων του άποστέλλοντος Κράτους και να μεταβαίνωσι παρ' αύτούς.

Οι υπήκοοι του άποστέλλοντος Κράτους δέον να έχωσι την αύτην ελευθερίαν όπως έπικοινωνήσιν μετά των Προξενικών λειτουργών και να μεταβαίνωσι παρ' αύτούς.

β) "Εάν ο ένδιαφερόμενος αίτησῆται τούτο, αι άρμόδιαι 'Αρχαι του Κράτους διαμονής δέον να ειδοποιήσιν άμελλητι την Προξενικήν 'Αρχήν του άποστέλλοντος Κράτους όσάκις, έν τῇ προξενική περιφερείᾳ, υπήκοος του Κράτους τούτου συλλαμβάνεται, φυλακίζεται ή τίθεται εις κίνδυνον προφυλακίσεως ή πάσης άλλης φύσεως κράτησιν. Πΰσα άνακρίσεις άπευθυνόμεναι εις την Προξενικήν 'Αρχήν υπό προσώπου συλληθέντος, φυλακισθέντος ή ταθέντος εις κατάσταση προφυλακίσεως ή πάσης άλλης φύσεως κράτησιν δέον ώσαύτως να διεμβιβάζηται άμελλητι υπό των εισημένων 'Αρχών. "Αυται όφείλουσιν όπως πληροφορηθόν άμελλητι τον ένδιαφερόμενον περί των δικαιωμάτων του κατά τας διατάξεις του παρόντος εδάφους.

Οι προξενικοί λειτουργοί έχουσι τó δικαίωμα όπως μεταβαίνωσι παρὰ των υπηκόων του άποστέλλοντος Κράτους όστις τελεί έν φυλακίσει, προφυλακίσει ή οιασδήποτε άλλης φύσεως κρατήσει, συνομιλήσει και άλληλογραφήσει μετ' αύτου και μεριμνήσει περί της νομίμης αύτου παραστάσεως.

"Εχουσιν ώσαύτως τó δικαίωμα όπως μεταβαίνωσι παρὰ των υπηκόων του άποστέλλοντος Κράτους όστις, έν τῇ περιφερείᾳ των τελεί υπό φυλακίσειν ή κράτησιν εις έκτέλεσιν δικαστικής αποφάσεως. "Εν τούτοις αι προξενικοί λειτουργοί όφείλουσι να απέχωσιν έπαινεμένως ύπερ υπηκόου τινός φυλακισθέντος ή ταθέντος εις κατάσταση προφυλακίσεως ή οιασδήποτε άλλης φύσεως κράτησιν όσάκις ο ένδιαφερόμενος αντίτιθεται ρητώς εις τούτο.

2. Τά προβλεπόμενα δικαιώματα έν τῇ παραγράφω 1 του παρόντος άρθρου δέον όπως ασκούνται έν τῷ πλαισίω των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής, έννοουμένου, έν τούτοις, ότι οι νόμοι ούτοι και κανονισμοί δέον όπως επιτρέπωσι την πλήρη πραγματοποίησιν των σκοπών διά τους όποιους τά δικαιώματα θεσπίζονται δυνάμει του παρόντος άρθρου.

"Άρθρον 37.

Πληροφορία έν περιπτώσει θανάτου, επιτροπείας ή κηδεμονίας, ναυαγίου ή άεροπορικού άτυχήματος.

"Εάν αι άρμόδιαι άρχαι του Κράτους διαμονής κατέχωσι τας αντίστοιχους πληροφορίες υποχρεούνται :

α) "Εν περιπτώσει θανάτου υπηκόου του άποστέλλοντος Κράτους να πληροφορήσωσιν άμελλητι την Προξενικήν 'Αρχήν, έν τῇ περιφερείᾳ της όποιος επήλθεν ο θάνατος.

β) Να γνωστοποιήσιν άμελλητι εις την άρμόδιαν Προξενικήν 'Αρχήν πάσας τας περιπτώσεις καθ' ός θά συνέτρεχε λόγος διορισμού επιτρόπου ή κηδεμόνος δι' άνήλικον ή άνίκανον υπήκοον του άποστέλλοντος Κράτους.

Ούχ ήττον επιφυλάσσεται ή εφαρμογή των νόμων και κανονισμών του Κράτους διαμονής ως προς τον διορισμόν του επιτρόπου τούτου ή του κηδεμόνος.

γ) "Οσάκις πλοίου ή σκάφος έχον την εθνικότητα του άποστέλλοντος Κράτους ναυαγή ή έξωκελή έντός της χω-

οικτής Οικιάσεως ή τῶν ἐπιτερευμένων ὑδάτων τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ὅσους πλοῖον νηλογοημένοι ἐν τῷ ἀποστέλλοντι Κράτει ὑφίστανται ἀπόζημα ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, νά πληροφορηθῶσιν ἀμελλητί τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν τὴν πλησιαιστέραν τοῦ τόπου ἐνθα συνέβη τὸ ἀτύχημα.

Ἄρθρον 38.

Ἐπισημαίνονται μετὰ τῶν Ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς. Ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθήκόντων των οἱ Προξενικοὶ λειτουργοὶ δύνανται νά ἀπευθύνωνται :

- α) Εἰς τὰς ἀρμοδίους ἀσκήσις ἀρχὴς τῆς Προξενικῆς των περιφερείας.
- β) Εἰς τὰς ἀρμοδίους Κεντρικὰς ἀρχὰς τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐν καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦτο ἐπιτρέπεται ὑπὸ τῶν νόμων, κανονισμῶν καὶ συνηθειῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ὑπὸ διεθνῶν συμφωνιῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

Ἄρθρον 39.

Προξενικὰ δικαιοῦματα καὶ τέλη.

- 1. Ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ δύνανται νά εἰσπράττει ἐπὶ τοῦ ἑδάφους τοῦ Κράτους δικαιοῦματα καὶ τέλη τὰ ὅποια εἰ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους προβλέπουν διὰ τὰς προξενικὰς πράξεις.
- 2. Τὰ ποσὰ τὰ εἰσπραττόμενα ὡς δικαιοῦματα καὶ τέλη δικαίου τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ αἱ σχετικαὶ τούτων ἐπιθεσεις ἀπαλλάσσονται παντὸς φόρου καὶ τέλους ἐντὸς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

ΤΙΤΛΟΣ Π.

Δικαιοῦματα, προνομία καὶ ἀσυλιὰ ἀρροῶσιν τοῖς ἐπισημαίνουσιν Προξενικῶν λειτουργῶν καὶ τῶν λοιπῶν μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 40.

Προστασία τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν.

Τὸ Κράτος διαμονῆς νά μεταχειρίζεται τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς μετὰ τῶν ἀρμοδιῶν πρὸς αὐτοὺς σεβασμῶν καὶ ἐπισημαίνουσιν ἀποστέλλοντος Κράτους μετὰ τῶν ἀρμοδιῶν πρὸς αὐτοὺς πρὸς τὸν ἀποστέλλοντα Κράτος καὶ τῆς ἐπισημαίνουσιν ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 41.

Προσωπικὴ ἀκεραιότητα τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν.

- 1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν δύνανται νά συλληφθῶσιν ἢ νά περιορισθῶσιν ἐν τῇ ἐν περιπτώσει βαρέος ἐγκλήματος καὶ κατόπιν ἀποπέσει τῆς ἀρμοδίας δικαιοῦταις ἀρχῆς.
- 2. Ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν δύνανται νά φυλακισθῶσιν οὔτε νά ἐπιβληθῶσιν εἰς αὐτοὺς ἕλθον μορφήν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς ἐλευθερίας των εἰμὲν εἰς ἐπιθέσειν τελευτήτου δικαιοῦταις ἀποπέσει.
- 3. Ὅσους ποινικῆς διαδικασίας κινητοῦ ἐναντίον προξενικοῦ ὑπάλληλου, οὔτος ὑπαρρεῖται νά παρουσιάσῃται ἐνώπιον τῶν ἀρμοδιῶν Ἀρχῶν. Οὔχ ἤπτον, ἢ διαδικασίας δέν νά διεξάγῃται μετὰ τῆς ὀφειλουμένης ἀβρότητας πρὸς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν λόγῳ τῆς ἐπισήμου αὐτοῦ θέσεως καὶ ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὸν τρόπον παρενοχλοῦντα τὸ ὀλιγώτερον δύνανται τὴν ἀνάγκησιν τῶν προξενικῶν καθήκόντων. Ὅσους κατὰ τὰς περιπτώσεις τὰς ἀναφερομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου κατέστη ἀναγκαῖον νά τεθῇ προξενικὸς λειτουργὸς εἰς κατάστασιν προσωλακίσεως, ἢ διαδικασίας ἢ στραφομένη κατ' αὐτοῦ δέν νά κηρύττει ἐντὸς τῆς συντομωτέρας προθεσμίας.

Ἄρθρον 42.

Γνωστοποιήσεις τῶν περιπτώσεων συλλήψεως, κρατήσεως ἢ διώξεως.

Ἐν περιπτώσει συλλήψεως, προσωλακίσεως μέλους τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ ἢ ποινικῆς διώξεως κινηθείσης ἐναντίον του, τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται νά εἰδοποιήσῃ

περὶ τούτου τὸ ταχύτερον τὸν ἀρχηγὸν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς. Ἐὰν ὁ τελευταῖος οὔτος εἶναι ὁ θιγόμενος ὑπὸ τινος τῶν μέτρων τούτων τὸ Κράτος διαμονῆς δέν νά πληροφορηθῇ περὶ αὐτοῦ τὸ ἀποστέλλον Κράτος διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 43.

Ἐτεροδικία.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ εἰδικοί προξενικοὶ ὑπάλληλοι δέν ὑπόκεινται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν Ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς διὰ πράξεις τελευτήσεως ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν προξενικῶν καθήκόντων.

2. Ἐν τούτοις, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέν ἐφαρμόζονται ἐν περιπτώσει ἀστικῆς ἀγωγῆς :

- α) Ἀπορρεούσης ἐκ τῆς συνάψεως συμβολαίου ὑπὸ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἢ εἰδικοῦ προξενικοῦ ὑπαλλήλου, ὅστις δέν συνήψε τοῦτο ρητῶς ἢ σιωπηρῶς ὑπὸ τὴν ιδιότητα τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.
- β) Ἐγερθείσης ὑπὸ τρίτου διὰ ζημίαν προκύπτουσαν ἐξ ἀτυχήματος συμβάντος ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, ἐξ ὀχλήματος, πλοίου ἢ ἀεροσκάφους.

Ἄρθρον 44.

Ὑποχρέωσις καταθέσεως ὡς μάρτυρος.

1. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύνανται νά κληθῶσιν ὅπως καταθέσωσιν ὡς μάρτυρες εἰς δικαστικὰς ἢ διοικητικὰς διαδικασίας. Οἱ εἰδικοί Προξενικοὶ ὑπαλλήλοι καὶ τὰ μέλη τῶν ἑπισημαίνουσιν προσωπικοῦ ὀφείλου νά μὴ ἀρνοῦνται ὅπως ἐξελθῶσιν ὡς μάρτυρες, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐὰν προξενικὸς τις λειτουργὸς ἀρνήται νά καταθέσῃ ὡς μάρτυς, οὔτος μάρτυρ ἐξαναγκασμοῦ ἢ ἄλλη κύρωσις δύνανται νά ἐπιβληθῶσιν εἰς αὐτόν.

2. Οἱ κληθῶσιν τὴν μαρτυρικὴν κατάθεσιν Ἀρχὴ δέν ὅπως ἀποπέσει τὴν ἐξέλιξιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθήκόντων του. Δύνανται νά λαμβάνῃ τὴν μαρτυρίαν του εἰς τὴν κατακίαν ἢ εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ἢ νά δευθῇ ἔγγραφον ὀφείλου εἰ μέρους του, ὅσους τούτου εἶναι δυνατόν.

3. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δέν ὑποχρεοῦνται ὅπως καταθέσωσιν περὶ συμβάντων σχετιζόμενων πρὸς τὴν ἀσκήσιν τῶν καθήκόντων των καὶ ὅπως προσκομίσωσιν τὴν ἀπλολογητικὴν καὶ ἐπίσημα ἔγγραφα σχετικὰ πρὸς αὐτὴν. Ἐγνοῦσιν ὁσὺν τὸ δικαίωμα νά ἀρνοῦνται τὴν ἐξέτασιν των ὡς πραγματογενόμενες περὶ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 45.

Παράιτησις τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

- 1. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύνανται νά παραιτηθῇ ἐναντι μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 41, 43 καὶ 44.
- 2. Ἡ παραίτησις δέν πάντοτε νά εἶναι ρητὴ, ὑπὸ τὴν ἐπισημαίνουσιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ δέν νά ἀνακοινῶται ἐγγράφως εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς.
- 3. Ἐὰν προξενικὸς λειτουργὸς ἢ εἰδικὸς προξενικὸς ὑπάλληλος, ἐν τινι περιπτώσει καθ' ἣν θά ἐτύγχανεν ἐτεροδικίας δυνάμει τοῦ ἄρθρου 43, ἐγείρῃ ἀγωγὴν, δέν εἶναι δεκτὸν ὅπως ἐπικλησθῆ τὴν ἐτεροδικίαν ἐναντι πάσης ἀνταγωγῆς ἀμέσως συνδεομένης πρὸς τὴν κυρίαν ἀγωγὴν.
- 4. Ἡ παραίτησις ἀπὸ τῆς ἐτεροδικίας διὰ μίαν ἀστικὴν ἢ διοικητικὴν δίκην δέν θεωρεῖται ὡς συνεπαγομένη τὴν παραίτησιν τῆς ἀσυλίας ὡς πρὸς τὰ μέτρα ἐτελεύσεως τῆς ἀποπέσεως, διὰ τὰ ὅποια εἶναι ἀναγκαῖα ἰδιαίτερα παραίτησις.

Ἄρθρον 46.

Ἀπικαλή ἐκ τῆς καταγραφῆς εἰς βιβλία ἀλλοδαπῶν καὶ ἐκ τῶν ἀδειῶν διαμονῆς.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ εἰδικοί προξενικοὶ

υπάλληλοι, ως και τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν, ἀπαλλάσσονται τῶν ὑποχρεώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐν σχέσει πρὸς τὴν καταγραφήν τῶν ἀλλοδαπῶν καὶ τὰς ἀδείας διαμονῆς.

2. Ἐν τούτοις, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται οὔτε εἰς τὸν εἰδικὸν προξενικόν, ὑπάλληλον, ὅστις δὲν εἶναι μόνιμος ὑπάλληλος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἀσκεῖ ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος ἐν τῷ Κράτει τῆς διαμονῆς, οὔτε εἰς μέλος τῆς οἰκογενείας του.

Ἄρθρον 47.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς ἀδείας ἐργασίας.

1. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς εἶναι, ὅσον ἀφορᾷ τὰς προσφερομένας ὑπηρεσίας εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος, ἀπληραγμένα τῶν ὑποχρεώσεων τὰς ὁποίας οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς σχετικοὶ πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν ξένων ἐργατικῶν χειρῶν ἐπιβάλλουσιν ὡς πρὸς τὴν ἀδειαν ἐργασίας.

2. Τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ εἰδικῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων, ἐφ' ὅσον δὲν ἀσχοῦσιν οὐδεμίαν ἐτέραν ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ἀπαλλάσσονται τῶν ὑποχρεώσεων τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 48.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τοῦ καθεστῶτος τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὡς πρὸς τὰς ὑπηρεσίας τὰς προσφερομένας εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ μετ' αὐτῶν συνοικοῦντα, ἐξαιροῦνται τῶν διατάξεων τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, αἰτίνες δυνατόν νὰ ἰσχύουσιν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς.

2. Ἡ ἀπαλλαγὴ ἢ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζεται ὡσαύτως εἰς τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ ἅτινα εἶναι εἰς τὴν ἀποκλειστικὴν ὑπηρεσίαν τῶν μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὑπὸ τὸν ὄρον :

α) ὅτι δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ δὲν ἔχουσιν ἐν αὐτῷ τὴν μόνιμον κατοικίαν των καὶ

β) νὰ ὑπάγονται εἰς τὰς διατάξεις περὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, αἱ ὁποῖαι ἰσχύουσιν ἐν τῷ ἀποστέλλοντι Κράτει ἢ ἐν τρίτῳ Κράτει.

3. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἅτινα ἔχουσιν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των πρόσωπα εἰς τὰ ὁποῖα ἢ ἀπαλλαγὴ ἢ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχει ἐφαρμογήν, δέον νὰ τηρῶσι τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας αἱ διατάξεις περὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων ἐπιβάλλουσιν εἰς τὸν ἐργοδότην.

4. Ἡ προβλεπομένη ἀπαλλαγὴ εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποκλείει τὴν ἐκουσίαν μετοχὴν εἰς τὸ καθεστῶς τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἐφ' ὅσον εἶναι ἐπιτρεπτὴ ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου.

Ἄρθρον 49.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ εἰδικοὶ προξενικοὶ ὑπάλληλοι, ὡς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν ἀπαλλάσσονται πάντων τῶν φόρων καὶ τελῶν, προσωπικῶν ἢ ἐπὶ ἐμπραγμάτων δικαιομάτων, κρατικῶν, περιφερειακῶν ἢ δημοτικῶν ἐξαιρέσει :

α) τῶν ἐμμέσων φόρων τοιαύτης φύσεως, ὅτινες κανονικῶς ἐνσωματοῦνται ἐν τῇ τιμῇ τῶν ἐμπραγμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν,

β) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν ἀκινήτων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 32,

γ) τῶν φόρων κληρονομιῶν καὶ μεταβιβάσεων τῶν εἰσπρατ-

τομένων ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου β' τοῦ ἄρθρου 51,

δ) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν εἰσοδημάτων συμπεριλαμβανομένων τῶν κερδῶν ἐκ κεφαλαίων τὰ ὁποῖα ἔχουν τὴν προέλευσιν των ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς καὶ τῶν φόρων ἐπὶ τοῦ κεφαλαίου εἰσπραττομένων ἐπὶ τῶν ἐπενδύσεων τῶν πραγματοποιούμενων εἰς ἐμπορικὰς ἢ οἰκονομικὰς ἐπιχειρήσεις κειμένας ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς

ε) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀντάλλαγμα εἰδικῶς παρεχομένων ὑπηρεσιῶν

στ) τῶν τελῶν μεταγραφῶν, δικαστικῶν, ὑποθηκῶν καὶ χαρτοσήμου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 32.

2. Τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τοῦ μισθοῦ τὸν ὁποῖον εἰσπράττουν διὰ τὰς ὑπηρεσίας των.

3. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἅτινα ἀπασχολοῦσι πρόσωπα τῶν ὁποίων αἱ ἀποδοχαὶ ἢ μισθοὶ δὲν ἀπαλλάσσονται τοῦ φόρου εἰσοδήματος ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς δέον νὰ σέβωνται τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους ἐπιβάλλουσιν εἰς τοὺς ἐργοδότες των ὡς πρὸς τὴν εἰσπραξίν τοῦ φόρου ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος.

Ἄρθρον 50.

Ἀπαλλαγὴ τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ τοῦ τελωνειακοῦ ἐλέγχου.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς διατάξεις ἃς δύνανται νὰ υἱοθετήσῃ, τὸ Κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει τὴν εἰσαγωγὴν καὶ παρέχει ἀπαλλαγὴν πάντων τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, τελῶν καὶ ἄλλων συναφῶν ὀφειλῶν πλὴν τῶν δαπανῶν ἐναποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καὶ δαπανῶν σχετικῶν πρὸς ἀναλόγους ὑπηρεσίας, διὰ :

α) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα δι' ἐπίσημον χρῆσιν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς,

β) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν προσωπικὴν χρῆσιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας του τῶν συνοικούντων μετ' αὐτοῦ, συμπεριλαμβανομένων τῶν εἰδῶν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἐγκατάστασίν του. Τὰ εἶδη καταναλώσεως δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνωσι τὰς ἀναγκαίας ποσότητας διὰ τὴν ἄμεσον κατανάλωσιν ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων.

2. Οἱ εἰδικοὶ Προξενικοὶ ὑπάλληλοι ἀπολαοῦσι τῶν προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παραγρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς πρὸς τὰ ἀντικείμενα τὰ εἰσαγόμενα κατὰ τὴν πρώτην αὐτῶν ἐγκατάστασιν.

3. Αἱ προσωπικαὶ ἀποσκευαὶ αἱ συνοδευόμεναι ὑπὸ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας των τῶν συνοικούντων μετ' αὐτῶν εἶναι ἀπληραγμένα τελωνειακοῦ ἐλέγχου. Δὲν δύνανται νὰ ὑποβληθῶσιν εἰς ἐλεγχον εἰμὴ ἐὰν ὑφίστανται σοβαροὶ λόγοι ὑποψίας ὅτι περιέχουσιν ἀντικείμενα ἕτερα ἐκείνων ἅτινα ἀναφέρονται εἰς τὸ ἐδάφ. β' τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ ἀντικείμενα τῶν ὁποίων ἢ εἰσαγωγὴ ἢ ἐξαγωγὴ ἀπαγορεύεται ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ὑποβάλλεται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς αὐτοῦ περὶ καθάρσεως. Ὁ ἐλεγχος οὗτος δὲν δύναται νὰ λάβῃ χώραν εἰμὴ παρουσίᾳ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἢ τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους τῆς οἰκογενείας του.

Ἄρθρον 51.

Κληρονομία μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας του.

Ἐν περιπτώσει θανάτου μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας του τὸ ὁποῖον συνῶκει μετ' αὐτοῦ, τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται :

α) ὅπως ἐπιτρέπῃ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν κινητῶν πραγμάτων τοῦ ἀποθανόντος, ἐξαιρέσει ἐκείνων ἅτινα ἀπεκτήθησαν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς καὶ τῶν ὁποίων ἢ ἐξαγωγὴ ἀπαγορεύεται κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου,

β) όπως μὴ εἰσπράττη φόρους κληρονομίας κρατικούς, περιφερειακούς, ἢ δημοτικούς οὐδὲ φόρους μεταβιβάσεως ἐπὶ τῶν κινητῶν πραγμάτων τῶν ὁποίων ἡ εὐρεσις ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ὠφείλετο εἰς μόνον τὸν λόγον τῆς παραμονῆς τοῦ ἀποθανόντος ἐν τῷ κράτει τούτῳ ὡς μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας μέλους τινὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 52.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ προσωπικῶν παροχῶν.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει νὰ ἀπαλλάσῃ τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ συνοικούντα μετ' αὐτῶν πάσης προσωπικῆς παροχῆς καὶ πάσης ὑπηρεσίας δημοσίας ὠφελείας, οἰσθητοῦ φύσεως καὶ ἂν εἶναι αὕτη καὶ τῶν στρατιωτικῶν ἐπιβαρύνσεων ὡς ἐπιτάξεων, συνεισφορῶν καὶ στρατιωτικῶν καταλυμάτων.

Ἄρθρον 53.

Ἐναρξίς καὶ λήξις τῶν Προξενικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

1. Πᾶν μέλος τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἀπολαύει τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρουσίας συμβάσεως ἀπὸ τῆς εἰσόδου αὐτοῦ ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ Κράτους διαμονῆς διὰ τὴν ἀναλήψιν ὑπηρεσίαν ἢ ἐὰν εὐρίσκειται ἤδη ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ, ἀπὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων του παρὰ τῆ Προξενικῆ Ἀρχῆ.

2. Τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας μέλους τινὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τὰ συνοικούντα μετ' αὐτοῦ, ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ τούτου ἀπολαύουν τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παρουσίᾳ ἀπὸ τῆς τελευταίας τῶν ἀκολουθῶν ἡμερομηνιῶν: τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὁποίας τὸ ἐν λόγῳ μέλος τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἀπολαύει προνομίων καὶ ἀσυλιῶν συμφῶνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰσόδου των εἰς τὸ ἐδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ἐκείνης ἀπὸ τῆς ὁποίας κατέστησαν μέλη τῆς ἐν λόγῳ οἰκογενείας ἢ τοῦ ἐν λόγῳ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ.

3. Ὅταν τὰ καθήκοντα μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τερατιζῶνται, τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίας τούτου, ὡς καὶ τὰ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας του τῶν συνοικούντων μετ' αὐτοῦ ἢ τῶν μελῶν τῶν ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ, παύουσι κανονικῶς ἐν τῇ πρώτῃ τῶν ἀκολουθῶν ἡμερομηνιῶν: κατὰ τὴν στιγμήν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον ἐγκαταλείπει τὸ ἐδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ μετὰ τὴν παρέλευσιν εὐλόγου προθεσμίας ἢ ὁποία θὰ τοῦ ἐχορηγεῖτο ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ, ἀλλὰ ἐξακολουθοῦν νὰ ἰσχύουσι μέχρι τῆς στιγμῆς ταύτης, εἴτι δὲ καὶ ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συγκρούσεως. Ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρόσωπα τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας αὐτῶν παύουσι εὐθὺς ὡς τὰ πρόσωπα ταῦτα παύσωσι νὰ ἀνήκωσιν εἰς τὸν οἶκον ἢ εἰς τὴν ὑπηρεσίαν μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὑπὸ τὴν ἔννοian ἐν τούτοις ὅτι, ἐὰν τὰ πρόσωπα ταῦτα ἔχωσι τὴν πρόθεσιν νὰ ἐγκαταλείψωσι τὸ ἐδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας, τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίας τούτων ἐξακολουθοῦσι ἰσχύουσαι μέχρι τῆς ἀναχωρήσεώς των.

4. Οὐχ ἦττον, ὅσον ἀφορᾷ τὰς πράξεις τὰς τελουμένας ὑπὸ προξενικῶν λειτουργῶν ἢ εἰδικῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των, ἢ ἑτεροδικία ἐξακολουθεῖ ἰσχύουσα ἔνευ περιορισμοῦ διαρκείας.

5. Ἐν περιπτώσει θανάτου μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας του τὰ συνοικούντα μετ' αὐτοῦ ἐξακολουθοῦσι νὰ ἀπολαύωσι τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν ἀναγνωριζομένων ὑπὲρ αὐτῶν, μέχρι τῆς πρώτης ἐκ τῶν ἀκολουθῶν ἡμερομηνιῶν: ἐκείνης καθ' ἣν ἐγκαταλείπουν τὸ ἐδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ μετὰ τὴν παρέλευσιν εὐλόγου προθεσμίας, ἥτις θὰ τοῖς ἐχορηγεῖτο ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ.

Ἄρθρον 54.

Ἰσχυροὶ τρίτων Κρατῶν.

1. Ἐὰν ὁ προξενικός λειτουργὸς διέρχεται δι' ἐδάφους ἢ

εὐρίσκειται ἐπὶ ἐδάφους τρίτου Κράτους, ὅπερ τῷ ἐχορηγήσει θεώρησιν ἐν τῇ περιπτώσει καθ' ἣν ἡ θεώρησις ἀπαιτεῖται, ὅπως μεταβῆ διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν καθηκόντων του ἢ ὅπως ἐπανεβῆ εἰς τὴν θέσιν του ἢ ὅπως ἐπιστρέψῃ εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος, τὸ τρίτον Κράτος θὰ τοῦ παρέχῃ τὰς προβλεπομένας ἀσυλίας εἰς τὰ ἄλλα ἄρθρα τῆς παρουσίας συμβάσεως, αἰτίνας θὰ τοῦ ἦταν ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐπιτραπὴν ἢ διέλευσιν καὶ ἢ ἐπιστροφή του. Τὸ τρίτον Κράτος θὰ πράξῃ τὸ αὐτὸ διὰ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας τὰ συνοικούντα μετ' αὐτοῦ καὶ ἀπολαύοντα προνομίων καὶ ἀσυλιῶν ἄτινα συνοδεύουσι τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ἢ ἄτινα ταξιδεύουσι κεχωρισμένως ὅπως τὸν συναντήσωσιν ἢ διὰ τὴν ἐπιστρέψωσιν εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

2. Εἰς παρομοίαις συνθήκας πρὸς ἐκείνας αἰτίνας προβλεπονταὶ εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ τρίτα Κράτη δέον ὅπως μὴ παρεμποδίσωσι τὴν διέλευσιν ἐκ τοῦ ἐδάφους των τῶν λοιπῶν μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ τῶν μελῶν τῶν οἰκογενειῶν των τῶν συνοικούντων μετ' αὐτῶν.

3. Τὰ τρίτα Κράτη θὰ παρέχωσιν εἰς τὴν ἐπίσημον ἀλληλογραφίαν καὶ εἰς τὰ ἄλλα μέσα ἐπισήμου ἐπικοινωνίας ἐν διέλευσει, περιλαμβανομένων εἰς αὐτὰ τῶν μηνυμάτων διὰ κώδικος ἢ κρυπτογραφῆσεως, τὴν αὐτὴν ἐλευθερίαν καὶ τὴν αὐτὴν προστασίαν, τὰς ὁποίας τὸ Κράτος διαμονῆς ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ παρέχῃ δυνάμει τῆς παρουσίας συμβάσεως.

4. Αἱ ὑποχρεώσεις τῶν τρίτων Κρατῶν δυνάμει τῶν παραγράφων 1, 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται ὡσαύτως εἰς πρόσωπα ἀναφερόμενα ἀντιστοίχως εἰς τὰς παραγράφους ταύτας, ὡς καὶ εἰς τὰς ἐπισήμους ἐπικοινωνίας καὶ εἰς τοὺς προξενικούς σάκκους, ὅταν ἡ παρουσία των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ τρίτου Κράτους ὀφείλεται εἰς γεγονὸς ἀνωτέρας βίας.

Ἄρθρον 55.

Σεβασμὸς τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προνομίων των καὶ τῶν ἀσυλιῶν πάντα τὰ πρόσωπα ἄτινα ἀπαλαύουν τῶν προνομίων τούτων καὶ ἀσυλιῶν ἔχουσιν ὑποχρέωσιν ὅπως σέβωνται τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς. Ἐχουσιν ὡσαύτως ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ ἀναιγύνωνται εἰς τὰς ἐσωτερικὰς ὑποθέσεις τοῦ Κράτους τούτου.

2. Οἱ προξενικοὶ χώροι δὲν θὰ χρησιμοποιῶνται κατὰ τρόπον μὴ συμβιβαστὸν πρὸς τὴν ἀσκήσιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποκλείουσι τὴν δυνατότητα ἐγκαταστάσεως, εἰς διαμέρισμα τοῦ οἰκήματος ὅπου εὐρίσκονται οἱ χώροι τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τῶν γραφείων ἄλλων ὀργανισμῶν ἢ ἀντιπροσωπειῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ χώροι οἱ προσωρισμένοι διὰ τὰ γραφεῖα ταῦτα θὰ διαχωρίζωνται τῶν χώρων ὁἷτινες χρησιμοποιῶνται διὰ τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, τὰ εἰρημένα γραφεῖα δὲν θὰ θεωρῶνται ὡς πρὸς τοὺς σκοποὺς τῆς παρουσίας συμβάσεως, ὡς ἀποτελοῦντα τμήμα τῶν προξενικῶν χώρων.

Ἄρθρον 56.

Ἀσφάλεια κατὰ τῶν προσγενομένων εἰς τρίτους ζημιῶν.

Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δέον ὅπως συμμορφῶνται πρὸς ἀπάσας τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἐπιβαλλομένας ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ὡς πρὸς τὴν ἀσφάλειαν ἀστικῆς εὐθύνης διὰ τὴν χρησιμοποίησιν παντὸς ὀχήματος, πλοίου ἢ ἀεροσκάφους.

Ἄρθρον 57.

Εἰδικαὶ διατάξεις σχετικαὶ πρὸς τὴν ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος.

1. Οἱ ἐμμισθοὶ προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν θὰ ἀσκῶσιν ἐν τῷ Κράτει τῆς διαμονῆς οὐδεμίαν ἐπαγγελματικὴν ἢ ἐμπορικὴν ἐργασίαν διὰ προσωπικὸν ὄφελός των.

2. Τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίας αἱ προβλεπόμεναι ἐν τῷ παρόντι κεφαλαίῳ δὲν παρέχονται :

- α) εις τους ειδικούς προξενικούς υπαλλήλους και τα μέλη του υπηρετικού προσωπικού άτινα άσχοϋσιν εν τῷ Κράτει διαμονῆς ιδιωτικῆν άπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος
- β) εις τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας προσώπου αναφερομένου, εν τῷ ἑδαφίῳ α' τῆς παρούσης παραγράφου και εις τὰ μέλη τοῦ ιδιωτικοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ
- γ) εις τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας μέλους Προξενικῆς Ἀρχῆς άτινα άσχοϋσιν αὐτὰ τὰ ἴδια εν τῷ Κράτει τῆς διαμονῆς ιδιωτικῆν άπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Καθεστῶς ἐφαρμοζόμενον εις τοὺς ἐπιτίμους προξενικούς λειτουργοὺς και εις τὰς προξενικὰς ἀρχὰς διευθυνομένας ὑπ' αὐτῶν.

Ἄρθρον 58.

Γενικαὶ δικτάξεις ἄφορῶσαι τὰς διευκολύνσεις προνόμια καὶ ἀσυλίας.

1. Τὰ ἄρθρα 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38 και 39, ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 54 και αὶ παράγραφοι 2 και 3 τοῦ ἄρθρου 55 ἐφαρμόζονται εις τὰς Προξενικὰς Ἀρχὰς τὰς διευθυνομένας ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ. Ἐπὶ πλεον, αὶ εὐκολίαι, προνόμια και ἀσυλίαι τῶν προξενικῶν τούτων Ἀρχῶν διέπονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 59, 60, 61 και 62.

2. Τὰ ἄρθρα 42 και 43, ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 44, τὰ ἄρθρα 45 και 53 και ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 55 ἐφαρμόζονται εις τοὺς ἐπιτίμους προξενικούς λειτουργοὺς. Ἐπὶ πλεον, αὶ διευκολύνσεις, προνόμια και ἀσυλίαι τῶν προξενικῶν τούτων λειτουργῶν ρυθμίζονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 63, 64, 65, 66 και 67.

3. Τὰ προνόμια και ἀσυλίαι τὰ προβλεπόμενα εν τῇ παρούσῃ συμβάσει δὲν παρέχονται εις τὰ μέλη οἰκογενείας ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ ἢ προξενικοῦ υπαλλήλου ἕωςτις εἶναι ὑπάλληλος Προξενικῆς Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ.

4. Ἡ ἀπαλλαγὴ διπλωματικῶν ἰσχυρίων μεταξὺ δύο Προξενικῶν Ἀρχῶν εὐρισκόμενον εις διαφόρους Χώρους και διευθυνομένων ὑπὸ ἐπιτίμων προξενικῶν λειτουργῶν δὲν εἶναι ἐπιτρεπτή, εἰμὴ ὑπὸ τῆν ἐπιφύλαξιν τῆς συναρταθέσεως τῶν δύο Κρατῶν διαμονῆς.

Ἄρθρον 59.

Προστασίαι τῶν Προξενικῶν χώρων.

Τὸ Κράτος διαμονῆς λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως προστατεύῃ τοὺς προξενικούς χώρους Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ και ὅπως παρεμποδίσῃ ἢ ἀποστῶσιν εἰσβολὴν ἢ ζημίαν και ὅπως διαταραχθῇ ἢ ἠσυχία τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μειωθῇ ἢ ἀξιοπρέπεια αὐτῆς.

Ἄρθρον 60.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ τῶν Προξενικῶν χώρων.

1. Οἱ προξενικοὶ χώροι Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ, τῶν ἐπειῶν τὸ ἀποστέλλον Κράτος εἶναι κύριοι ἢ μισθωτῆς, ἀπαλλάσσονται πάντων τῶν φόρων και τελῶν πάσης φύσεως, κρατικῶν, περιφερειακῶν ἢ κοινοτικῶν, ἐσ' ὅσον δὲν πρόκειται περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εις ἀντάλλαγμα παρεχομένων εἰδικῶν υπηρεσιῶν.

2. Ἡ φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ ἢ προβλεπόμενη εν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζεται εις τοὺς φόρους τούτους και τέλη ὅταν, κατὰ τοὺς νόμους και κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, εἶναι εις βάρος τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον συνεβλήθη μετὰ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 61.

Ἀπαρβαλιστὸν τῶν Προξενικῶν ἀρχείων και ἐγγράφων.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα και ἐγγράφα Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ εἶναι

ἀπαρβαλιστὰ εις πᾶσαν στιγμὴν και εις εἰσδηπότε τύπον και ἂν εὐρισκωνται, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ὄσιν διαχωρισμένα τῶν ἄλλων χαρτίων και ἐγγράφων και, ἴδια, τῆς ιδιωτικῆς ἀλληλογραφίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς και παντὸς προσώπου ἐργαζομένου μετ' αὐτοῦ, ὡς και τῶν ἀγαθῶν, βιβλίων και ἐγγράφων ἄτινα σχετίζονται πρὸς τὸ ἐπάγγελμα τῶν ἢ τὸ ἐμπόριόν των.

Ἄρθρον 62.

Τελωνιακὴ ἀπαλλαγὴ.

Συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς και κανονιστικὰς δικτάξεις ἃς δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τὸ Κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπεται τὴν εἰσαγωγὴν ὡς και τὴν ἀπαλλαγὴν παντὸς τελωνιακοῦ δασμοῦ, τέλους ἢ ἄλλης συναφοῦς ἀφειλῆς, πλην τῶν δαπανῶν ἀναποθηκεύσεως, μεταφορᾶς και δαπανῶν σχετικῶν πρὸς ἀνάλογους υπηρεσίας, διὰ τὰ ἀκόλουθα ἀντικείμενα, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως προορίζονται ἀποκλειστικῶς δι' ἐπίσημον χρῆσιν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ: τοὺς θυρεοὺς, σημαίας, ἐμβλήματα, σφραγίδας, βιβλία, ἐπίσημα ἔντυπα, τὰ ἔντυπα τοῦ γραφείου, τὸ ἔκδοκον και εἶδη γραφείων και τὰ ἀνάλογα ἀντικείμενα τὰ προμηθευόμενα εις τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἐπὶ τῇ αἰτήσῃ τούτου.

Ἄρθρον 63.

Ποινικὴ Δικαιοσύνη.

Ὅταν τις ποινικὴ διαδικασία κινεῖται κατὰ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ, αὐτὸς ὑποχρεῖται νὰ παρασταθῇ ἐκώπιον τῶν ἀρμεσίων Ἀρχῶν. Ὅδῃ ἤσπον ἡ διαδικασία ὄσον ὅπως εἰσαχθῆ μετὰ τῆς παρουσίας ἀρμότης τῆς ἐπιτιμῆς εις τὸν ἐπίτιμον προξενικὸν λειτουργὸν λόγω τῆς ἐπιτιμῆς αὐτοῦ θέσεως και, εἰκόσ ἐν ὃ ἐδιαφορομένως τοῦ ὑπὸ σύλληψιν ἢ κράτησιν, κατὰ τρέπον περιουσιδικεῖται τὸ ἀλλοτρίον δύναται τὴν άσκησιν τῶν προξενικῶν καθήκοντων. Ὅταν κινῆσθαι ἀναγκαῖον νὰ τεθῇ ἐπίτιμος προξενικὸς λειτουργὸς εις κινῆσθαι περιουσιδικεῖται ἢ διαδικασίᾳ ἢ σφραγισθῆναι κατ' αὐτοῦ ὄσον νὰ ζητηται εἰκόσ τῆς συντομωτέρως προθεσμίας.

Ἄρθρον 64.

Προστασίαι τοῦ ἐπιτίμου Προξενικοῦ λειτουργοῦ.

Τὸ Κράτος διαμονῆς υποχρεῖται νὰ παρέχῃ εις τὸν ἐπίτιμον προξενικὸν λειτουργὸν τὴν προστασίαν ἢ ἑπίαια θὰ ἦτο ἀναγκαῖα λόγω τῆς ἐπιτιμῆς αὐτοῦ θέσεως.

Ἄρθρον 65.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τῆς κληρονομικῆς εις βιβλία ἀλλοδαπῶν και ἀπὸ τῆς ἀδικίας διαμονῆς.

Οἱ ἐπίτιμοι προξενικοὶ λειτουργοὶ, ἐξαιρέσει τῶν ἐπιουτων εν τῷ Κράτει διαμονῆς ἀπαιρητικῆν ἢ ἐμπροσθεῖν ἐργασιῶν δι' ἑἴων αὐτῶν ὄρους, ἀπαλλάσσονται πιασῶν τῶν υποχρεώσεων τῶν προξενικῶν ὑπὸ τῶν νόμων και κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ὡς πρὸς τὴν κληρονομίαν εις τὰ βιβλία ἀλλοδαπῶν και τὴν ἀδικίαν διαμονῆς.

Ἄρθρον 66.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ.

Ὁ ἐπίτιμος προξενικὸς λειτουργὸς ἀπαλλάσσεται πάντων τῶν φόρων και τελῶν ἐπὶ τῶν ἀποζημιώσεων και ἀποδοχῶν ἃς λαμβάνει ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους λόγω τῆς ἀσκήσεως τῶν προξενικῶν καθήκοντων.

Ἄρθρον 67.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ προσωπικῆς παροχᾶς.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει νὰ ἀπαλλάσῃ τοὺς ἐπιτίμους προξενικούς ὑπαλλήλους πάσης προσωπικῆς παροχῆς και πάσης υπηρετικῆς δημοσίας ἀφειλῆς, εἰσδηπότε φύσεως και ἂν εἶναι αὐτῆ, ὡς και τῶν στρατιωτικῶν υποχρεώσεων, ὡς ἐπιτάξεις, συνεισφοραὶ και στρατιωτικὰ κτελύματα.

Άρθρον 68.

Προαιρετικές χαρακτηρισμοί του θεσμού των επιτίμων Προξενικών Υπαλλήλων.

«Δίκαστον Κράτος είναι ελεύθερον όπως αποφασίξη εάν θα διορίξη ή θα δέχεται επιτίμους προξενικούς υπαλλήλους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικά Διατάξεις.

Άρθρον 69.

Προξενικοί Πράκτορες μη άρχηγοί Προξενικών Αρχών.

1. Έκαστον Κράτος είναι ελεύθερον όπως αποφασίξη εάν θα συστήση ή θα δεχθῆ προξενικά πρακτορεία διευθυνόμενα υπό προξενικών πρακτόρων οίτινες δὲν ἔχουσιν έρισθή υπό του άποστέλλοντος Κράτους ως άρχηγοί Προξενικής Αρχῆς.

2. Οί έροι κατά τους όποιους τά προξενικά πρακτορεία κατά την έννοιαν τῆς παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου δύνανται να άσκησι τά καθήκοντά των, ως και τά προνόμια και αί άσυλίας ών δύνανται να άπολαύουσιν οί προξενικοί πράκτορες οί όποιοί τά διευθύνουσιν, έρίζονται διά συμφωνίας μεταξύ του άποστέλλοντος Κράτους και του Κράτους διαμονῆς.

Άρθρον 70.

Άσκησης Προξενικών καθηκόντων υπό διπλωματικής άποστολής.

1. Αί διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως εφαρμόζονται επίσης, εν τῷ μέτρῳ καθ' ό τὸ κείμενον τό έπιτρέπει, εις την άσκηση των προξενικών καθηκόντων υπό διπλωματικής τινος άποστολής.

2. Τά όνόματα των μελών τῆς διπλωματικής άποστολής των άπεστακμένων εις τό Προξενικόν Τμήμα ή άλλως έπιφορτισμένων εις την άσκηση προξενικών καθηκόντων τῆς άποστολής άνακοινούνται εις τό Υπουργικόν Εξωτερικόν του Κράτους διαμονῆς ή εις την υποδεικνυμένην Αρχήν υπό του Υπουργείου τούτου.

3. Έν τῇ άσκήσει των προξενικών καθηκόντων, ή διπλωματική άποστολή δύναται να άπευθύνεται:

- α) εις τὰς έπιτιμους άρχας τῆς προξενικής περιφέρειας,
- β) εις τὰς κεντρικάς άρχας του Κράτους διαμονῆς εάν οί νόμοι, οί κανονισμοί και συνήθειαι του Κράτους διαμονῆς ή διεθνείς συμφωνίαι εν προκειμένῳ τό έπιτρέψωσι.

4. Τά προνόμια και αί άσυλίας των μελών τῆς διπλωματικής άποστολής, των μνημονευμένων εις την παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου, καθορίζονται υπό των κανόνων του διεθνούς δικαίου των άφορώντων τὰς διπλωματικές σχέσεις.

Άρθρον 71.

Υπήκοοι ή μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονῆς.

1. Έπιτός εάν ήθελον παρασχεθῆ συμπληρωματικοί διευκολύνσεις, προνόμια και άσυλίας υπό του Κράτους διαμονῆς, οί προξενικοί λειτουργοί οίτινες είναι υπήκοοι ή μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονῆς, δὲν άπολαύουσιν ειμή έτεροδικίας και του προσωπικου άπαρεμβίεστου διά τὰς έπισήμους πράξεις τὰς τελεσθείσας εν τῇ άσκήσει των καθηκόντων των και του προνομίου του προβλεπομένου εν τῇ παραγράφῳ 3 του άρθρου 44. «Όσον άφορᾷ τους προξενικούς τούτους λειτουργούς, τό Κράτος διαμονῆς βαρύνεται ώσαύτως διά τῆς προβλεπομένης εν άρθρῳ 42 υποχρέωσης. «Όταν παινική άγωγή κινῆται έναντίον τοιούτου προξενικου λειτουργου, ή διαδικασία δέον όπως διεξάγεται κατά τρόπον παρενοχλούντα τό ολιγώτερον δυνατόν την άσκηση των προξενικών καθηκόντων.

1. Τά άλλα μέλη τῆς Προξενικής Αρχῆς άτινα είναι υπήκοοι ή μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονῆς και τά μέλη τῆς οικογενείας των, ως και τά μέλη τῆς οικογενείας των προξενικών λειτουργών περι ών εν τῇ παραγράφῳ 1 του παρόντος άρθρου, δὲν άπολαύουσιν εύκολιών, προνομίων και άσυλιών ειμή εν τῷ μέτρῳ καθ' ό τὸ Κράτος τούτο άναγνωρί-

ζει εις αὐτοὺς ταύτας. Τά μέλη τῆς οικογενείας μέλους Προξενικής Αρχῆς και τά μέλη του ιδιωτικού προσωπικου, άτινα είναι επίσης υπήκοοι ή μόνιμοι κάτοικοι του Κράτους διαμονῆς, δὲν άπολαύουσιν ώσαύτως των διευκολύνσεων, προνομίων και άσυλιών ειμή εν τῷ μέτρῳ καθ' ό τὸ Κράτος τούτο άναγνωρίξει εις αὐτοὺς ταύτας. Έν τούτοις, τό Κράτος διαμονῆς έρείλει να άσκή τῆν δικαιοδοσίαν του επί των προσώπων τούτων κατά τρόπον ώστε να μη παρεμποδίζηται κατά τρόπον ύπερμετρον ή άσκησις των καθηκόντων τῆς Προξενικής Αρχῆς.

Άρθρον 72.

Μη διάκρισις.

1. Έφαρμόζον τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως τό Κράτος διαμονῆς δὲν θα ποιῆται διακρίσεις μεταξύ των Κρατών.

2. Έν τούτοις, δὲν θεωροῦνται ως μέτρα διακρίσεως :

α) τό γεγονός τῆς εφαρμογῆς υπό του Κράτους διαμονῆς περιοριστικής διατάξεως τινος τῆς παρούσης συμβάσεως έφ' όσον ή διάταξις αὕτη εφαρμόζεται κατά τον ίδιον τρόπον εις τὰς Προξενικάς του Αρχῆς εν τῷ άποστέλλοντι Κράτει.

β) Τό γεγονός διά τά Κράτη όπως άπολαύουσιν άμοιβαίως, δύναμι έθίμου ή συμφωνίας, εύνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως τῆς υπό των διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως παρεχομένης.

Άρθρον 73.

Σχέσεις μεταξύ τῆς παρούσης συμβάσεως και έτέρων Διεθνών Συμφωνιών.

1. Αί διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως δὲν θίγουσι τὰς άλλας διεθνείς συμφωνίας εις τὰς σχέσεις μεταξύ των Κρατών, συμβαλλομένων μερών εις τὰς συμφωνίας ταύτας.

2. Ουδέμια διάταξις τῆς παρούσης συμβάσεως θα ήδύνατο να άποπέσει τά έρωτη όπως συνάψωσι διεθνείς συμφωνίας, έπιβεβαιώσας, συμπληρώσας ή άναπτυσσούσας τὰς διατάξεις τῆς ή έπιτηδεύσας τό πεδίον εφαρμογῆς των.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικά Διατάξεις.

Άρθρον 74.

Υπογραφή.

«Η παρούσα Σύμβασις θα είναι άνοικτη προς υπογραφήν εν όλοι τα Κράτη Μέλη του Οργανισμού Ηνωμένων Έθνών ή ενός εξειδικευμένου όργανισμου, ως και διά κάθε Κράτος Μέλος του Καταστατικού του Δικαστηρίου Διεθνούς Δικαιοσύνης και διά κάθε έτερον κράτος όπερ ήθελε προσκληθῆ υπό τῆς Γενικής Συνελεύσεως του Οργανισμού Ηνωμένων Έθνών να καταστή Μέλος εις την Σύμβασιν, κατά τον ακόλουθον τρόπον:

Μέχρι τῆς 31ης Οκτωβρίου 1963, εις τό Ομοσπονδιακόν Υπουργικόν Εξωτερικόν τῆς Δημοκρατίας τῆς Αυστρίας και εν συνεχείᾳ μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1964 εις την έδραν του Οργανισμού Έθνών εν Νέκ Υόρκη.

Άρθρον 75.

Επικύρωσις.

«Η παρούσα Σύμβασις θέλει επικυρωθῆ. Τά όργανά έπι κυρώσεως θα κατατεθοῦν παρά τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τού Οργανισμού Έθνών.

Άρθρον 76.

Προσχώρησις.

«Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνη άνοικτη εις την προσχώρησιν οιοδήποτε Κράτους άνήκοντος εις μίαν εκ των τεσσάρων κατηγοριών μνημονευμένων εις τό άρθρον 74. Τά όργανα προσχώρησεως θα κατατεθοῦν παρά τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ των Ηνωμένων Έθνών.

Άρθρον 77.

Θέσις ἐν ἰσχύι.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν τοῦ εἰκοστοῦ - δευτέρου ὄργανου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον τῶν Κρατῶν ἅτινα θὰ ἐπικυρώσουν τὴν Σύμβασιν ἢ θὰ προσχωρήσουν εἰς αὐτὴν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ εἰκοστοῦ δευτέρου ὄργανου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἢ Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ὄργανου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως του.

Άρθρον 78.

Κοινοποιήσις ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ κοινοποιῇ πρὸς ὅλα τὰ Κράτη ἀνήκοντα εἰς μίαν ἐκ τῶν τεσσάρων κατηγοριῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 74:

α) τὴν ὑπογραφήν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, συμφώνως τοῖς ἄρθροις 74, 75 καὶ 76

β) τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 77.

Άρθρον 79.

Αὐθεντικὰ κείμενα.

Τὸ πρωτότυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως, τοῦ ὁποίου τὰ κείμενα Ἀγγλικόν, Κινεζικόν, Ἰσπανικόν, Γαλλικόν καὶ Ρωσικόν εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θὰ κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ὁ ὁποῖος θὰ ἐκδίδῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, πρὸς ὅλα

τὰ Κράτη ἀνήκοντα εἰς μίαν ἐκ τῶν τεσσάρων κατηγοριῶν μνημονευομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 74.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ ὑπογραφόμενοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βιέννῃ τὴν εἰκοστὴν τετάρτην Ἀπριλίου τοῦ χιλιοστοῦ ἑνεακοστοῦ ἐξηκοστοῦ τρίτου.

Άρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Διεθνοῦς Συμβάσεως ἀρχεταὶ ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν ἐν τοῖς παραγρ. 1 καὶ 2 τοῦ ἄρθρου 77 αὐτῆς διαλαμβανόμενων.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ